ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

11 juin 2007
7e année
No 22

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Assumer nos responsabilités pour le développement humain et la solidarité mondiale

Déclaration de cardinaux et d'évêques catholiques à la veille du sommet du G-8 en juin 2007 (extraits)

Nous, cardinaux et évêques catholiques du Nord et du Sud, nous sommes venus en Europe pour interpeller les gouvernements du «Groupe des Huit» (c'est-à-dire l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie) alors qu'ils se préparent pour leur sommet annuel. Ce n'est pas la première fois que nous attirons leur attention sur les questions de développement et de pauvreté. Nous étions déjà présents à Cologne en 1999 et à Edimbourg en 2005 lorsque le G-8 a pris des engagements importants en faveur du développement.

Avec nos frères évêques dans nos pays d'origine, avec les fidèles de nos communautés, avec les millions d'hommes, de femmes et d'enfants de toutes confessions et de tous âges nous sommes profondément inquiets du fossé qui ne cesse de se creuser dans notre monde. Nous sommes déçus par l'absence de progrès accomplis par les pays du G-8 pour atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés il y a deux ans à Gleneagles, et fortement préoccupés car, faute d'action immédiate pour corriger la tendance, les pays du G-8 vont faillir à leurs engagements sur l'aide au développement. Nous sommes à mi-chemin entre l'an 2000, date d'adoption de la Déclaration du Millénaire des Nations unies qui a fixé les Objectifs du Millénaire pour le Développement, et 2015, date à laquelle ces objectifs doivent être réalisés. Nous ne sommes que trop conscients que bon nombre de pays sont en retard de plusieurs années. Il n'y a que par le biais d'une contribution immédiate en ressources et d'un engagement réaffirmé de la part des pays donateurs et bénéficiaires que ces pays pourront être remis sur les rails.

En 2003, le *Pape Jean-Paul II* nous rappelait dans son homélie à l'occasion de la journée mondiale pour la paix: «Si tous les engagements doivent être respectés, il faut veiller particulièrement à respecter les engagements pris envers les pauvres. Ne pas tenir des promesses faites et considérées par les pauvres comme d'un intérêt vital serait en effet particulièrement frustrant pour eux. Dans cette perspective, le non respect des engagements à l'égard des Nations en voie de développement constitue un problème moral sérieux et met encore plus en lumière l'injustice des inégalités qui existent dans le monde. Les souffrances causées par la pauvreté se trouvent dramatiquement augmentées par la perte de confiance. Le résultat final en est la disparition de toute espérance. La présence de la confiance dans les relations internationales est un capital social d'une valeur fondamentale.»

Nous pourrions évoquer de nombreuses questions intéressant le développement – le rôle des transferts financiers pour financer le développement, les investissements directs de l'étranger, la propriété intellectuelle ou l'absence de progrès dans les négociations sur le commerce en raison d'intérêts acquis aux Etats-Unis et dans l'Union européenne; mais nous nous concentrerons sur un certain nombre de questions sur lesquelles le G-8 pourrait agir, pourvu qu'il en ait la volonté politique.

Nous sommes encore et toujours les témoins de la malnutrition et du manque de soins de santé qui coûtent la vie à un nombre élevé d'enfants. Nous sommes les témoins de ces familles déchirées où le père et la mère, incapables de faire face aux besoins de leurs enfants, sont devenus des migrants illégaux, sans papiers, à la recherche désespérée d'un revenu minimum. Nous sommes les témoins des petits paysans et des pêcheurs qui regardent impuissants leurs terres s'appauvrir, leurs forêts être détruites et leurs réserves piscicoles être épuisées par la pêche industrielle. Nous sommes les témoins de ces bidonvilles à la périphérie des mégapoles, viviers de désespoir, de violence et de troubles sociaux. Nous sommes les témoins de ces communautés entières que l'on déplace pour le simple profit économique.

D'un autre côté, nous voyons des taux de croissance économique record et des multinationales qui agissent en dehors de tout contrôle des législations nationales, qui se sont érigées en acteurs incontournables au sein de la communauté internationale. Nous observons la richesse et la fortune matérielle côtoyer la plus grande pauvreté. Tandis que le nombre de millionnaires et de milliardaires augmente rapidement dans certaines parties du monde, celui des très pauvres reste imperturbablement élevé. Il faut aussi mentionner le fossé immense qui sépare les dépenses militaires, d'un montant de 824 milliards de dollars en 2006, et l'aide mondiale au développement de tout juste 75 milliards.

Comme responsables chrétiens, nous croyons que «Dieu a destiné la terre et tout ce qu'elle contient à l'usage de tous les hommes et de tous les peuples, en sorte que les biens de la création doivent équitablement affluer entre les mains de tous, selon la règle de la justice, inséparable de la charité.» (Vatican II, GS 69)

Ceci nous amène à nous interroger sur le modèle de croissance économique qui opère sans faire référence au bien commun et au bien-être des personnes qu'il est censé servir. Si la croissance n'est pas guidée par des choix politiques délibérés, basés sur des valeurs morales, nous serons confrontés à un monde de plus en plus polarisé, où les hommes se répartiront en « gagnants » et en « perdants » de la mondialisation. Notre réflexion nous amène à appeler de nos vœux un modèle de croissance économique et de mondialisation qui intègre la valeur de solidarité fondée sur le respect et le secours mutuels. •

Londres, le 30 avril 2007

Cardinal Oscar Andrés Rodríguez Maradiaga S.D.B., Archevêque de Tegucigalpa (Honduras)

Mgr John Olorunfemi Onaiyekan, Archevêque d'Abuja (Nigeria)

Cardinal Keith Michael Patrick O'Brien, Archevêque de St-Andrews et Edimbourg (Royaume-Uni)

Mgr Werner Thissen, Archevêque de Hambourg (Allemagne)

Mgr Arrigo Miglio, Evêque d'Ivrea (Italie)

Mgr Marc Stenger, Evêque de Troyes (France)

Mgr Vincent Michael Concessao, Archevêque de Delhi (Inde)

Mgr Laurent Monsengwo Pasinya, Archevêque de Kisangani (République Démocratique du Congo)

Cardinal Cormac Murphy-o'connor, Archevêque de Westminster (Londres, Royaume-Uni)

Mgr John Anthony Rawsthorne, Evêque de Hallam (Royaume-Uni)

Paul Chitnis, Président de la CIDSE (Bruxelles/Glasgow)

Duncan Maclaren, Secrétaire Général de Caritas Internationalis (Rome)

Christiane Overkamp, Secrétaire générale de la CIDSE (Bruxelles)

Mgr Frank J. Dewane, Evêque de Venice (Etats-Unis)

Joseph Sayer, Directeur Général de Misereor (Aix-la-Chapelle)

Sergio Marelli, Directeur Général de FOCSIV (Rome)

P. Andreas Mauritz, Président de la Fédération de la jeunesse catholique allemande (Düsseldorf)

Source: *www.cidse.org/docs/200705161652369509.pdf*, 15/5/07

«Etre chrétien implique toujours un engagement pour les droits fondamentaux politiques, économiques, sociaux et culturels ainsi que pour la dignité des hommes en tant qu'enfants de Dieu, et par conséquent pour une société plus humaine.»

Extrait de la préface de Josef Sayer, président de l'organisation caritative épiscopale Misereor, in: Gustavo Gutiérrez, Gerhard Ludwig Müller: An der Seite der Armen. Theologie der Befreiung, ISBN 3-936484-40-6

«L'Eglise et la théologie ont pris conscience de ce que le fossé toujours plus large entre les riches et les pauvres n'est pas seulement le résultat de circonstances économiques et sociales plus ou moins fortuites, mais l'expression d'un péché structurel contraire à l'ordre de la Création, voire un sacrilège.»

Extrait de la préface de Josef Sayer, président de l'organisation caritative épiscopale Misereor, in: Gustavo Gutiérrez, Gerhard Ludwig Müller: An der Seite der Armen. Theologie der Befreiung, ISBN 3-936484-40-6

SOMMAIRE

Hystérie sécuritaire et politique de la peur — *page 2*

«La guerre peut prendre fin demain» — *page 3*

La loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR) — *page 4*

Afghanistan: Le rôle sinistre de la politique allemande et ce que les Afghans veulent — *pages 6–10*

Página hispánica — *page 10*

Irak: «Il faut travailler à faire cesser la guerre et l'occupation» — *page 11*

Les pays du G-8 doivent «en faire plus» pour réduire la pauvreté

Des responsables religieux des huit principales puissances industrielles mondiales et de pays d'Afrique ont déclaré que les membres du G-8 devaient en faire plus pour tenir les promesses faites en 2005 aux pays en développement, en particulier au continent africain.

«Ces promesses constituaient un engagement considérable en faveur de l'éradication de la pauvreté. A ce jour, les résultats du G-8 vis-à-vis de ces promesses sont très décevants,» ont déploré les leaders religieux dans un communiqué rendu public le 6 juin, jour d'ouverture du sommet du G-8 à Heiligendamm, ville du nord de l'Allemagne.

Le communiqué, rédigé par environ 50 responsables chrétiens, musulmans, juifs, bouddhistes, hindous, shintoïstes et de religions autochtones, a fait suite à une réunion de deux jours à Cologne.

Cette réunion avait lieu avant le Kirchentag, rassemblement protestant allemand bisannuel réunissant des responsables religieux et politiques et plusieurs dizaines de milliers d'autres participants.

Les leaders religieux ont souligné qu'en 2005 les pays du G-8 – l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, l'Italie, le Japon, le Royaume-Uni et la Russie – avaient promis d'augmenter leur budget d'aide de 50 milliards de dollars EU, la moitié de cette augmentation étant destinée à l'Afrique, et d'annuler la dette des pays les plus pauvres du monde.

Les responsables ont également déclaré être «alarmés par la lenteur et le manque de régularité des progrès» dans la mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement, fixés par les Nations Unies en 2000 pour réduire la pauvreté dans le monde et améliorer les conditions de vie d'ici à 2015.

L'évêque *Wolfgang Huber,* qui est à la tête de l'Eglise évangélique d'Allemagne (EKD), principale organisation protestante du pays, a présidé à la réunion de Cologne. Il a déclaré à la presse le 6 juin: «Nous sommes à mi-parcours de l'objectif 2015 du point de vue du calendrier mais nous sommes loin d'avoir réalisé la moitié des objectifs pour le développement.»

Dans leur communiqué, les responsables religieux ont proposé la création d'un «forum permanent» entre le G-8 et l'Afrique, afin de renforcer la position de l'Afrique au niveau international.

Ils ont également critiqué le G-8 parce que celui-ci semble vouloir continuer à «suivre un modèle qui donne la priorité à la croissance en dépit de son impact économique et social; cette réalité a conduit, même dans leurs propres pays, à élargir le fossé entre riches et pauvres».

Les responsables religieux ont ajouté que les pays riches devraient s'impliquer davantage dans le financement d'une croissance respectant l'environnement dans les pays pauvres si l'on veut parvenir à un accord sur la lutte contre le changement climatique.

Au sujet du commerce international, les responsables religieux ont déclaré que la

Suite page 2

Hystérie sécuritaire et politique de la peur

L'Etat de droit démocratique n'est pas compatible avec des zones de non-droit comme on en a aménagé à Heiligendamm malgré les protestations des démocrates

La «Ligue internationale des droits de l'homme» estime que l'état d'urgence et les mesures de sécurité démesurées sont contraires aux libertés fondamentales et à la démocratie. Les gouvernements et les autorités chargées de la sécurité doivent enfin tenir compte du principe constitutionnel de proportionnalité et pratiquer la désescalade!

(photo reuters)

Le président de la *Ligue*, *Rolf Gössner,* a déclaré*:* «Les mesures de prévention et de répression avant le sommet du G-8 sont tout à fait disproportionnées. Elles sont le résultat d'une hystérie sécuritaire et d'une politique de la peur. Un Etat de droit démocratique n'est pas compatible avec des zones sans libertés fondamentales et sans démocratie telles que celles aménagées à Heiligendamm au mépris des protestations des démocrates.»

Au vu des protestations justifiées des démocrates, la *Ligue* exige que l'on accorde au droit à la liberté de rassemblement l'importance que lui prêtent la Constitution et les conventions internationales des droits de l'homme. «Les instruments utilisés au nom de l'état d'urgence qui fait peser une suspicion générale de terrorisme sur les opposants au G-8 sont incompatibles avec les droits fondamentaux de liberté d'opinion et de manifestation», a déclaré aujourd'hui à Brême Rolf Gössner: «Le gouvernement fédéral doit enfin tenir sa promesse verbale de respecter la liberté de réunion et autoriser des manifestations visibles et audibles pour les membres du G-8.»

Les mesures prises jusqu'à présent – clôture de plusieurs kilomètres et barbelés, zones interdites et interdiction de rassemblements sur un vaste périmètre, encerclements de manifestants par la police et interventions musclées des forces de l'ordre comme à Hambourg – ne sont pas compatibles avec le droit fondamental à la liberté de réunion et au «devoir de désescalade». Il revient à nouveau aux tribunaux de montrer aux autorités les limites constitutionnelles de leurs mesures hostiles aux rassemblements.

> «Les instruments utilisés au nom de l'état d'urgence qui fait peser une suspicion générale de terrorisme sur les opposants au G-8 sont incompatibles avec les droits fondamentaux de liberté d'opinion et de manifestation.»
>
> *Rolf Gössner, président de la «Ligue internationale des droits de l'homme»*

D'après la Constitution et la jurisprudence, les autorités sécuritaires de l'Etat sont tenues principalement de se montrer ouvertes aux rassemblements et de procéder de manière différenciée, d'éviter les provocations, les réactions exagérées et les incitations à la violence, de rester discrètes et de créer, si nécessaire, des espaces sans police. C'est ce que demande l'«arrêt Brokdorf» de la Cour constitutionnelle, que rappelle la *Ligue.* Selon

Suite page 3

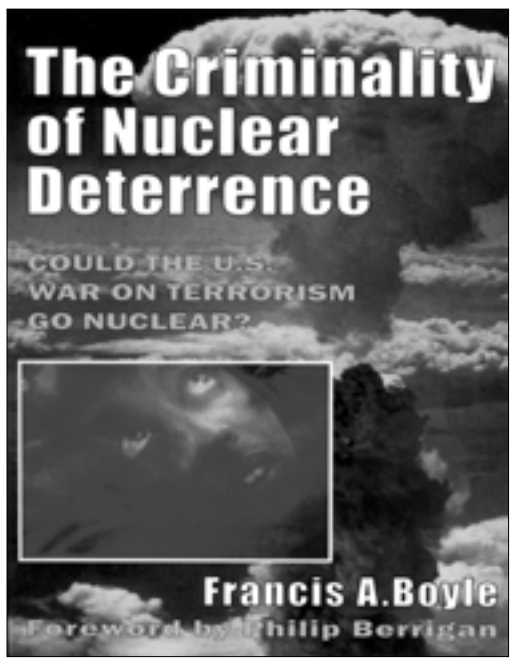
(photo reuters)

Comment un empire exerce son pouvoir chez lui

par Francis A. Boyle

Il ne fait aucun doute que l'expansion de l'empire américain et de la pax americana en dehors des frontières nationales entraînera une extension de l'Etat policier au sein des Etats-Unis. Les Romains savaient déjà que l'empire est incompatible avec la république […]. Le gouvernement Bush n'éprouve aucune honte à nous promettre ouvertement une guerre sans fin contre le terrorisme. On ne voit pas le bout du tunnel. […]

Plusieurs philosophes ont enseigné que chaque peuple avait le gouvernement qu'il méritait. Si le peuple américain tolère que la clique de Bush installe une dictature policière chez nous sous prétexte qu'elle favorise la pax americana à l'étranger, nous l'avons mérité car nous n'avons pas assumé nos responsabilités de citoyens. Nous vivons dans un Etat qui devrait être une république constitutionnelle et un Etat de droit. La même chose est arrivée aux Romains et aux Athéniens. Les Etats-Unis ne sont pas immunisés contre les lois de l'histoire. Sic transit gloria mundi – ainsi passe la gloire du monde.



ISBN 0-932863-33-7

Le G-8 montre à quel point les représentants du peuple se sont éloignés de la population

Il faut trouver des alternatives au système actuel

*par Friedhelm Hengsbach SJ, Francfort-sur-le-Main**

Les prétendus représentants du G-8 n'ont aucune légitimité pour représenter les populations du monde et prendre des décisions en leur nom. Bien qu'extrêmement minoritaires, les pays riches disposent du pouvoir et de l'argent. Personne ne saurait nier l'existence de la mondialisation, mais elle se réalise toujours uniquement sous l'égide des multinationales, jamais sous celle de la démocratie.

Actuellement, on a l'impression que les pays les plus industrialisés se servent des pays pauvres comme débouchés pour leurs exportations. Les pays pauvres en sont inondés au lieu de pouvoir produire eux-mêmes leur nourriture et leurs vêtements et établir leurs propres systèmes sanitaire et scolaire. Les pays riches devraient ouvrir leur marché à l'importation de produits transformés. Dans les pays en développement, la terre devrait appartenir aux petits paysans, les monocultures des multinationales faisant le malheur de la population. Et les microcrédits pourraient aider celle-ci à sortir de la misère.

L'intérêt accru que manifestent les pays riches pour l'Afrique est dû au fait qu'ils veulent réduire l'influence de la Chine afin de maintenir la leur. Il est clair qu'il s'agit aussi de sécuriser les puits de pétrole et les oléoducs par des moyens militaires. L'engagement en faveur de l'Afrique relève uniquement de la géostratégie.

Le sommet du G-8 n'est qu'une farce. Cette brutale démonstration de force avec sa clôture, sa zone interdite et ses policiers n'a fait que provoquer les forces d'opposition. C'est l'Etat à l'aspect extrêmement belliqueux qui est le seul responsable de ce déploiement disproportionné, de ce cirque organisé par les deux parties.

Nous avons besoin d'un contre-G-8 pour développer des alternatives au système dominant. Apparemment, l'Etat allemand voit les choses différemment. La clôture érigée autour de ce sommet montre clairement à quel point les représentants du peuple se sont éloignés de la population.

* Friedhelm Hengsbach SJ est un des spécialistes d'éthique sociale les plus connus. Il appartient à la Compagnie de Jésus et fut, jusqu'à sa retraite en 2005, professeur de doctrine sociale chrétienne ainsi que d´éthique économique et sociale à l´Université Sankt-Georg de Francfort-sur-le-Main. De 1992 à 2006, il a dirigé l´Institut Nell-Breuning de Francfort.

«Les pays du G-8 doivent …»
suite de la page 1

suspension des négociations, à l'Organisation mondiale du commerce, sur la réduction des obstacles au commerce dans le monde privait les pays africains d'une importante force de changement économique et social.

«Les pays riches sont encore réticents à adopter des politiques favorisant l'agriculture à petite échelle dans les pays du Sud, qui souffrent énormément de la concurrence déloyale de l'agriculture extrêmement subventionnée des pays du Nord», ont expliqué les leaders religieux. •

Source: Ecumenical News International, *www.pelerin.info,* 7/6/07

«La guerre peut prendre fin demain»

Les signaux d'Ansbach contre la guerre

gl. «Si Mme *Merkel* dit demain: Plus d'utilisation des bases militaires américaines en Allemagne. Alors, la guerre sera finie.» *Elsa Rassbach* s'est déjà battue contre la guerre du Vietnam lorsque cette Américaine faisait un échange en tant qu'étudiante à Berlin. Aujourd'hui, elle s'engage, comme germano-américaine, contre les guerres actuelles. Elle a encouragé le mouvement d'Ansbach à dire non à la participation allemande aux guerres des Etats-Unis, contraires au droit international. «Vous pourriez arrêter cela! Celui qui abrite pendant quatre ans un étranger qui quitte chaque jour la maison pour tuer des hommes, se couvre également de sang.»

Ansbach, ville moyenne d'environ 40 000 habitants en Franconie, est le lieu de stationnement de 5500 soldats américains et de leurs familles. Bien qu'on espérait le départ du pays de la force américaine d'occupation après cinquante ans, il est prévu que cette caserne soit transformée en plus grande base d'hélicoptères des USA en Europe. Contre ces projets de l'armée américaine, qui n'ont été rendus publics qu'en été 2006, s'est formée une large résistance parmi les citoyens.

Le *Ansbacher Friedensbündnis (L'alliance pour la paix d'Ansbach)*, qui avait déjà été fondée dans les années quatre-vingt par des groupements divers, entre autres le *Bund Naturschutz, Amnesty International* et les *Verts,* s'est reconstitué en début d'année. La poignée de personnalités qui s'étaient retrouvées est devenue entre-temps une force qui n'est plus à négliger. «L'appel d'Ansbach» (voir *Horizons et débats* nº 10 du 19 mars 2007), qui se retourne contre les projets américains et qui défend une perspective paisible pour la région d'Ansbach a déjà été signé par plus de 3000 citoyens. Entre-temps on a fondé l'initiative «Etz langt's» (Ça suffit). Son président est le pasteur protestant luthérien *Hansjörg Meyer,* retraité, et qui peut apporter sa contribution et son expérience de plusieurs dizaines d'années d'engagement pour la paix. Il lui tient à cœur de parler avec tous, au-delà des partis ou groupes d'intérêts; tous sont invités à participer.

(photo gl)

Infographie: © juin 2007, *Horizons et débats*/roho

Le 24 mai, l'armée américaine a prononcé l'ordre de marche vers l'Irak pour 2500 soldats stationnés à Ansbach. Après avoir été formés et entraînés – le bruit permanent des hélicoptères tournant autour de la ville fait partie de la vie quotidienne des habitants d'Ansbach – ils s'en vont maintenant pour 15 mois «dans l'enfer de l'Irak» comme s'exprime l'épouse d'un soldat américain. Les familles espèrent revoir leurs pères et maris sains et saufs à Noël 2008. D'après des indications de l'armée américaine, la brigade devra transporter «surtout des hommes et du matériel, soutenir des projets humanitaires et assurer la couverture aérienne des convois.» Chacun sait que la réalité est tout autre et que ces soldats seront confrontés à la violence et à la brutalité.

A l'occasion de cet ordre de marche, le *Ansbacher Friedensbündnis* et l'initiative «Etz langt's» ont organisé une semaine entière d'action sous la devise «donner des signaux contre la guerre». En coopération avec des activistes américains pour la paix, plusieurs manifestations ont été organisées. Trois vétérans américains de la guerre d'Irak sont allés dans la caserne pour discuter avec les soldats et leur demander de devenir des objecteurs de conscience. Elsa Rassbach du *American Voices Abroad (AVA) Military Project* a souligné que les soldats de l'armée américaine qui ont l'intention de devenir des objecteurs de conscience, ont besoin du soutien de la population allemande; il y en a qui n'ont même pas de passeport américain.

Le 9 mai, plusieurs centaines de citoyens, des hommes, des femmes et des enfants, ont participé à la manifestation dans le centre-ville d'Ansbach: des quinquagénaires, qui avaient déjà manifesté contre la guerre du Vietnam, des citoyens âgés, qui avaient encore vécu les horreurs de la Seconde Guerre mondiale à Ansbach ainsi que des jeunes qui voulaient exprimer leur résistance aux guerres d'agression des Etats-Unis menées en violation flagrante du droit international. La clôture de la manifestation s'est terminée par un «Die-in» impressionnant et choquant: sous le bruit assourdissant de bombardiers, transmis par magnétophone, une partie des participants s'est couchée alignée au sol. On les a couverts d'une croix blanche en bois.

On voyait nettement l'embarras sur les visages des participants.

Le lendemain, lors du service religieux en campagne devant la caserne, le pasteur Hansjörg Meyer prononça une citation du physicien et philosophe, *Carl Friedrich von Weizsäcker,* décédé récemment. «La paix est possible – l'institution de la guerre doit être abolie.» Et d'ajouter: «Aidons à mettre en œuvre cette grande tâche – peut-être que cet engagement représente la chance longuement attendue dans notre vie personnelle.»

Au cours de l'été, 10 000 soldats américains, stationnés en Allemagne jusqu'alors, devront être acheminés vers l'Irak. L'exemple d'Ansbach nous servira peut-être de modèle. Hansjörg Meyer cherche à coopérer et à créer des échanges avec d'autres hommes et femmes et il est prêt à aider à d'autres endroits. •

Contact et information:
Pasteur retraité Hansjörg Meyer
Hauptstrasse 14, D-91622 Rügland
Tél./Fax: +49 9828 911 881

«Hystérie sécuritaire et politique …»
suite de la page 2

Rolf Gössner, «la police doit, pour remplir son «devoir de désescalade», agir avec un minimum de violence, un maximum de maîtrise de soi et une compétence communicative dans la maîtrise des conflits.» Le devoir fondamental de coopération, valable également pour les organisateurs de manifestations, doit permettre d'utiliser toutes les possibilités de coopération avant d'en venir à des mesures qui limitent les libertés fondamentales.

Les nombreuses rafles visant les opposants à la mondialisation soupçonnés de terrorisme, les contrôles postaux de grande envergure à Hambourg ainsi que les sinistres «prélèvements olfactifs» pour identifier les opposants au G-8 suspects sont, d'après la *Ligue*, contraires au principe constitutionnel de proportionnalité. «La pratique des «prélèvements olfactifs» rappelle singulièrement les méthodes de la Stasi», a déclaré Rolf Gössner: Les bocaux contenant des linges ayant capté les odeurs d'aisselles des dissidents peuvent être contemplés au Musée de la Stasi à Berlin. Quiconque prélève aujourd'hui des échantillons d'odeurs de suspects pour leur identification par des chiens policiers doit s'attendre à ce qu'on lui reproche d'utiliser des méthode de la Stasi.» •

(photo reuters)

Mettre un terme aux exportations de matériel de guerre

L'initiative populaire de la *Coalition contre l'exportation de matériel de guerre* va aboutir, les 100 000 signatures nécessaires sont récoltées. Il serait grand temps de mettre un terme une fois pour toutes aux exportations de matériel de guerre et ceci déjà avant que *l'initiative pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre* soit déposée. Notre pays, siège du *Comité international de la Croix-Rouge* à Genève et Etat dépositaire des *Conventions de Genève,* est peu crédible en exportant des canons, des grenades, de la munition et des voitures blindées. De même les initiatives de paix de la conseillère fédérale *Micheline Calmy-Rey* ne seront crédibles que si nous mettons un terme aux exportations de matériel de guerre qui participent à renforcer des guerres dans le monde entier. Ceux qui se plaignent de la jeunesse violente perdent également toute crédibilité si nous, les adultes, permettons que l'on exporte du matériel de guerre aux USA, en Angleterre et aux Etats membres de l'OTAN, des Etats qui font la guerre en Afghanistan et en Irak et qui y tuent avant tout des civils, des enfants, des femmes et des hommes.

Pourquoi ne pas transformer l'industrie de guerre en industrie civile, avec la production de cellules solaires et de centrales éoliennes, construire des maisons «zéro énergie», rénover de vieilles maisons de sorte qu'elles consomment moins d'énergie? Les investissements dans ces domaines civils créeraient trois à quatre fois plus d'emplois que ceux effectués dans l'industrie de guerre.

H. Frei, Zurich

Session d'été 2007

Ne touchez pas à notre droit foncier rural ni à notre bail à ferme

*par Werner Salzmann, Mülchi BE**

La majorité (6:5 et une abstention) de la *Commission économique* (CE) du Conseil des Etats souhaite donner aux cantons le droit de décider si le droit foncier rural doit limiter le niveau des prix lors d'une hausse prochaine du prix du sol. Si cette proposition a meilleure apparence que celle du Conseil fédéral, qui veut abroger totalement la limitation du niveau des prix du sol agricole, elle serait sans effet lors d'un arrêt du Tribunal fédéral. Les paysans se demandent donc ce qui se passe.

Selon la loi fédérale, la Confédération protège la propriété foncière paysanne. Dans son message sur la politique agricole PA 2011, le Conseil fédéral propose d'assouplir le principe de l'exploitant à titre personnel, d'abroger la limitation du niveau des prix des terrains agricoles dans la zone agricole ainsi que le droit de préemption. Pendant 60 ans, les paysans se sont battus pour ces dispositions légales; en 1992, le droit foncier rural et le droit du bail à ferme sont enfin entrés en vigueur après une votation résultant d'un référendum. Une décennie auparavant, le parti des jeunes paysans avait déjà lutté pour un droit foncier favorable au paysan. En 1947, la limite de mise en gage a été introduite, ce qui a permis aux paysans de recourir à des fonds de tiers à des conditions intéressantes. On se frotte les yeux en constatant que le Conseil fédéral propose d'abroger aussi cette limite. Le message concernant la PA 2011 justifie ainsi cette suppression: accroissement de la responsabilité et du pouvoir de décision du paysan en matière d'investissements et de leur financement. Les inconvénients et risques de l'agriculteur ne sont pas indiqués.

Jusqu'à l'adoption du droit foncier de 1992, le prix des terrains agricoles et des terrains à bâtir est monté en flèche. Il en a découlé une spéculation foncière peu appréciée, qui a duré jusque dans les années quatre-vingt-dix. Le sol, un bien qui ne se multiplie pas, a généré des gains de spéculation allant jusqu'à cinq milliards de francs par année, ce qui a stimulé le renchérissement et majoré les loyers des logements. Le droit foncier actuel a calmé le marché immobilier. Un agriculteur vendant du terrain qui n'était pas à construire a pu acheter des terres, la plupart du temps grâce au droit de préemption attaché à des parcelles affermées.

Aujourd'hui, chacun peut acheter du terrain, mais dans la zone adéquate seulement. Nous avons à disposition quelque 60 000 ha de terrain à construire. Si une commune ou un canton a besoin de terrain pour se développer, rien n'empêche de transférer du terrain de la zone agricole dans les terrains à construire. En cas d'intérêt public, on peut même exproprier. La Suisse et son développement ne nécessitent aucun changement du droit foncier ou du droit de bail à ferme.

Caspar Baader, président de la CE du Conseil national, trouve le droit foncier et le droit du bail à ferme trop restreint, comme il l'a souligné lors de l'exposition «Tier und Technik» de St-Gall: De nombreux agriculteurs se considèrent comme des entrepreneurs et veulent investir. Mais il devrait dire de quels agriculteurs il s'agit. Pour ce faire, nous n'avons pas besoin de nouveaux droit foncier et droit de bail à ferme! Il n'est pas difficile de deviner que le président de la CE pense aux mêmes paysans que l'ancien Conseiller fédéral *Joseph Deiss.* Celui-ci s'est ainsi exprimé à la télévision: «Nous devons modifier le droit foncier et le droit de bail à ferme afin que les agriculteurs plus capables que les avocats et médecins, par exemple, puissent se procurer du terrain.» Parmi ces agriculteurs figurent les paysans des terrains à construire. Sans le dire, Monsieur Deiss l'a pensé. Nous, les paysans, savons en tous cas maintenant avec quelles directions de partis nous avons affaire, qui veulent nous priver de notre base de production la plus importante.

Lésant fortement l'agriculture, une modification des deux lois procurerait de gros avantages aux exploiteurs, spéculateurs et féodaux. S'il doit y avoir des paysans qui ne peuvent investir comme entrepreneurs qu'en procédant à des financements d'une zone à l'autre, quelque chose est pourri dans le royaume du Danemark! Cette évolution s'explique par la politique qui entend réduire à toute vitesse l'agriculture suisse à quelques rares survivants.

Une majoration à 1,25 UMOS (unité de main-d'œuvre standard) de la limite minimale de l'entreprise agricole implique que quelque 40% des exploitations agricoles ne pourraient plus être reprises à leur valeur de rendement. La mobilité du sol souhaitée peut être atteinte par une modification du système de paiements directs intégrant dans la base de calcul non seulement les surfaces, mais aussi l'UMOS. Les réformes sont excessives, elles coupent l'herbe sous les pieds des paysans! Il en résulterait inévitablement une agriculture industrialisée davantage, ce qui apporterait de l'eau au moulin de ceux qui veulent abolir l'agriculture en reboisant l'Emmental, les collines et les montagnes.

Les Chambres n'ont encore rien décidé, mais nous devons être prêts à nous défendre éventuellement en lançant un référendum. Les éléments fondamentaux du droit foncier et du droit de bail à ferme doivent être maintenus. Ce sont: 1. le principe de l'exploitant à titre personnel, 2. le droit de préemption, 3. la limitation du niveau des prix, 4. la limite de la charge pouvant grever un immeuble agricole et 5. la limite minimale de l'entreprise agricole.

Les organisations paysannes suivantes ont décidé de lancer le référendum en cas de décisions négatives concernant le droit foncier rural et le droit du bail à ferme: *Bäuerliches Zentrum Schweiz* (BZS), *Association suisse des fermiers, Uniterre, Association suisse des petits et moyens paysans, Association suisse Industrie et Agriculture.*

Si vous souhaitez maintenir le droit foncier rural et le droit du bail à ferme actuels, annoncez-vous à l'adresse suivante: BZS, case postale 723, 3025 Berne.

* Werner Salzmann est président du *Bäuerliches Zentrum Schweiz* (BZS).

La loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)

Pour la protection de l'agriculture suisse et des exploitations paysannes familiales

*par Amedea Raff, Lindau, Suisse**

La population suisse a l'habitude de pouvoir consommer des produits alimentaires du pays sains, appétissants et toujours abondants. Il faut attribuer le niveau élevé de notre agriculture à l'amélioration constante des conditions-cadres notamment. Tel est le cas du droit foncier rural, qui a pour objectif d'assurer la mise à disposition de suffisamment de terres agricoles comme ressources nécessaires et de préserver l'utilisation de ces terres par les familles paysannes. Lors de sa session d'été, le Conseil national traitera le 11 juillet, dans le cadre de la politique agricole 2011 (PA 2011), de la loi sur le droit foncier rural (LDFR). Le Conseil fédéral entend abroger ou modifier des parties importantes de cette loi, ce qui affaiblirait considérablement l'agriculture suisse.

Le sol cultivé permet à un pays d'approvisionner sa population en produits alimentaires sains. En raison de la topographie suisse, seul un tiers de la superficie totale peut être utilisé comme *surface agricole utile (SAU)* (1,7 millions d'hectares), un autre tiers est formé de forêts et le dernier tiers comprend des surfaces improductives et l'habitat. Plus la surface agricole utile d'un pays est petite, plus il importe de préserver ce bien commun. Le sol doit être protégé contre le dépérissement (retour à l'état sauvage, envahissement par les mauvaises herbes), l'érosion, l'induration et l'empoisonnement. L'agriculture qui travaille le sol et l'entretient durablement, ce qui lui permet d'être indemnisé par des paiements directs de la collectivité, est responsable des mesures adéquates. Il faut aussi protéger le sol – et cet impératif s'impose particulièrement en Suisse – contre un envahissement de constructions. C'est pourquoi la Constitution fédérale comprend un *article sur l'aménagement du territoire* depuis 1969 et les cantons et communes ont adopté les lois, ordonnances et plans directeurs correspondants. Pour la même raison, les Chambres fédérales ont adopté la *loi sur le droit foncier rural*. Toutes ces normes visent à protéger le sol agricole contre la spéculation et la construction et à maintenir ainsi l'approvisionnement en denrées alimentaires de toute la population. Il s'agit là d'un intérêt supérieur: en tant que détenteur de son sol, l'agriculteur est soumis à des prescriptions strictes; il ne peut disposer de son bien que dans les limites légales. Le droit foncier rural en vigueur contribue à la souveraineté du pays en matière d'approvisionnement en nourriture, il est un pilier de notre agriculture aux exploitations familiales intactes. Une étude récente confirme que la majeure partie de notre population souhaite maintenir cette agriculture et est disposée à payer un prix décent pour des denrées alimentaires indigènes saines. Ne renonçons pas témérairement à un acquis précieux en faveur d'une mondialisation néo-libérale qui opprime l'homme dans le monde entier, mène de nombreux pays à la pauvreté et à la guerre et rend les pays industrialisés occidentaux responsables d'injustice et de misère. En raison de la pénurie croissante de denrées alimentaires, chaque pays – et notamment nos pays riches – est tenu de produire autant de ces denrées que possible pour assurer son approvisionnement au lieu de les importer d'un marché mondialisé. Le prétendu marché libre détruit les économies des pays et rend ceux-ci dépendants. La *politique agricole 2011 (PA 2011)* met la LDFR en péril. Le Conseil fédéral veut abroger des piliers du droit foncier rural.

Le Conseil fédéral veut abroger ou modifier les piliers suivants de la loi sur le droit foncier rural

- Définition de l'entreprise agricole portée de 0,75 à 1,25 unité de main-d'œuvre standard (UMOS) (conséquence: disparition de 40% des entreprises ces prochaines années)
- Abrogation de la charge maximale pouvant grever un immeuble agricole (conséquence: endettement des agriculteurs)
- Suppression de la limite de prix des immeubles agricoles (conséquence: endettement plus important)

Lors de sa cession de printemps, le Conseil des Etats a cependant atténué quelque peu les réformes envisagées. De même, la Commission économique du Conseil national recommandera de limiter les réformes prévues. Il vaut la peine d'examiner quelques articles de la loi sur le droit foncier rural. Le profane en matière agricole peut ainsi mieux comprendre certaines notions et relations et, partant, quels effets néfastes les modifications de la loi sur le droit foncier rural exerceraient dans le cadre de la politique agricole 2011 si nous ne parvenions pas à stopper ces réformes. L'encadré 1 résume les trois modifications prévues de la LDFR et leurs effets présumés.

But du droit foncier rural

La loi sur le droit foncier rural a pour but:
«*a. d'encourager la propriété foncière rurale et en particulier de maintenir des entreprises familiales comme fondement d'une population paysanne forte et d'une agriculture productive, orientée vers une exploitation durable du sol, ainsi que d'améliorer les structures;*
b. de renforcer la position de l'exploitant à titre personnel, y compris celle du fermier, en cas d'acquisition d'entreprises et d'immeubles agricoles;
c. de lutter contre les prix surfaits des terrains agricoles.» (art. 1 de la LDFR)

Des dispositions relatives à l'acquisition, à la mise en gage et au partage d'entreprises et d'immeubles agricoles découlent de ces buts.

Champ d'application de la la loi sur le droit foncier rural

La LDFR s'applique surtout aux immeubles agricoles isolés ou aux immeubles agricoles faisant partie d'une entreprise agricole. En règle générale, ceux-ci se trouvent dans la zone agricole et doivent donc être admis à l'usage agricole. Cependant, la LDFR s'applique aussi aux immeubles en zone à bâtir qui font partie d'une entreprise agricole, donc d'entreprises éloignées, ainsi qu'aux forêts faisant partie d'une entreprise agricole. La section relative au champ d'application prévoit que des dispositions spéciales s'appliquent aux entreprises agricoles et non aux immeubles agricoles. Cette distinction est importante, car des dispositions différentes s'appliquent selon qu'un bien-fonds est considéré comme immeuble agricole isolé ou comme partie d'entreprise agricole. Ces dispositions concernent notamment l'acquisition, le prix d'achat, le bail à ferme et le partage. Mais comment distingue-t-on une entreprise d'un immeuble agricole?

Immeubles agricoles

La LDFR définit la notion d'immeuble agricole à son art. 6: «*Est agricole l'immeuble approprié à un usage agricole ou horticole. Sont assimilés à des immeubles agricoles les droits de jouissance et de participation aux allmends, alpages, forêts et pâturages qui appartiennent aux sociétés d'allmends, aux corporations d'alpages, de forêts et aux autres collectivités semblables.*»

Faisant un nouveau pas, le droit foncier rural détermine à partir de quand des immeubles agricoles pourvus des bâtiments correspondants forment une entreprise agricole. Apparaît alors la notion d'*unité de main-d'œuvre standard* ou *UMOS*, utilisée fréquemment lors de débats relatifs à la politique agricole.

Entreprise agricole et unité de main-d'œuvre standard

Une entreprise agricole est définie comme ferme recourant à un certain temps de travail ou à un certain nombre d'unités de main-d'œuvre.

L'art. 7 dispose: «*Est une entreprise agricole l'unité composée d'immeubles, de bâtiments et d'installations agricoles qui sert de base à la production agricole et qui exige, dans les conditions d'exploitation usuelles dans le pays, au moins trois quarts d'une unité de main-d'œuvre standard. Le Conseil fédéral fixe, conformément au droit agraire, les facteurs et les valeurs servant au calcul de l'unité de main d'œuvre standard*». (art. 7, al. 1 de la LDFR) Cela veut dire que pour être considérée comme telle, une entreprise agricole doit avoir au moins trois

Suite page 5

* Amedea Raff, licenciée ès lettres, psychologue APP, paysanne FA et agricultrice diplômée, option agriculture biologique

«La loi fédérale sur le droit …»
suite de la page 4

quart d'unité de main-d'œuvre standard pour son exploitation. Si une entreprise se trouve en dessous de cette norme, elle n'est pas considérée comme une entreprise agricole mais comme immeuble agricole et obéit aux dispositions relatives à ces derniers. Il en résulte que le descendant ne peut pas acheter l'exploitation à son père à un prix avantageux. Une autre conséquence concerne le partage d'une exploitation. Selon l'article 58 de la LDFR, les entreprises agricoles ne peuvent en principe pas être partagées ou morcelées. Cette interdiction n'est cependant pas valable pour les exploitations de moins de 0,75 UMOS. Ainsi l'exploitation familiale est protégée et ne peut être transmise qu'en entier.

Le calcul de l'UMOS est précisé dans une ordonnance. Les facteurs pris en considération sont:

a) l'importance de la surface agricole utile (p. ex.: 0,028 UMOS par hectare de SAU)
b) le nombre d'animaux de rente (p. ex.: 0,043 UMOS par UGB = unité de gros bétail = 1 vache)
c) différents suppléments (p. ex.: 0,015 UMOS par hectare de terrain en pente ou 0,001 UMOS par arbre fruitier haute-tige) (cf. encadré)

L'exploitation «Sunnematt» exige donc 1,17 UMOS, si bien qu'elle relève en tant qu'entreprise agricole de la loi en vigueur.

Dans le cadre de la *Politique agricole 2011*, le Conseil fédéral veut faire passer la limite pour les entreprises agricoles de 0,75 à 1,25 UMOS. Si cette modification est acceptée, cela signifiera concrètement que parmi les 44 000 entreprises agricoles qui relèvent de la LDFR (il y a 66 000 entreprises en Suisse), environ 40% (18 000 entreprises) ne seront plus régies par la LDFR. Il s'ensuit que ces exploitations ne pourront plus être transmises au sein de la famille à un prix avantageux (valeur de rendement), ce qui accélérera encore la disparition de la paysannerie. L'exploitation *Sunnematt* ne pourrait pas non plus être transmise à un descendant à la valeur de rendement. Elle serait livrée marché et pourrait même être partagée puis morcelée.

Certes, le Conseil des Etats, lors de sa dernière session, a refusé le passage à 1,25 UMOS, mais accepté celui à 1 UMOS. La Commission de l'économie du Conseil national s'est associée à cette proposition. Maintenant, la question est de savoir quelle décision le Conseil national prendra lors de la prochaine session. Veillons à ce que nos représentants s'opposent à tout relèvement de l'UMOS. Ce que l'on désigne par l'euphémisme «évolution structurelle», qui n'est rien d'autre que la disparition de la paysannerie, aura des conséquences catastrophiques.

Selon la LDFR, les terres et les entreprises agricoles ne peuvent être acquises que par des «exploitants à titre personnel». L'article 9 stipule qu'«*est exploitant à titre personnel quiconque cultive lui-même les terres agricoles et, s'il s'agit d'une entreprise agricole, dirige personnellement celle-ci. Est capable d'exploiter à titre personnel quiconque a les aptitudes usuellement requises dans l'agriculture de notre pays pour cultiver lui-même les terres agricoles et diriger personnellement une entreprise agricole.*»

Le principe d'exploitation à titre personnel est l'une des mesures les plus importantes pour la sauvegarde et l'entretien des terres agricoles ainsi que contre les achats spéculatifs et la désaffectation par des acheteurs irresponsables. En règle générale, l'exploitant à titre personnel est le descendant. Pour qu'il puisse acheter l'exploitation à un prix abordable à son père et ne doive pas trop s'endetter, le prix des terres agricoles est limité en Suisse. Il est fondé sur la valeur de rendement qui constitue également un pilier de la LDFR. Les entreprises et les terres agricoles se transmettent de père en fils à la valeur de rendement.

Les terres agricoles sont un bien précieux qu'il faut protéger. (photo gbh)

Valeur de rendement

Qu'est-ce que la valeur de rendement? L'article 10 stipule que «*la valeur de rendement équivaut au capital dont l'intérêt, calculé au taux moyen applicable aux hypothèques de premier rang, correspond au revenu d'une entreprise ou d'un immeuble agricole exploité selon les usages du pays. Le revenu et le taux sont fixés d'après une moyenne pluriannuelle (période de calcul).*»

En d'autres termes, la valeur de rendement correspond au capital que je devrais confier à la banque pour obtenir le même rendement (intérêts). Or actuellement, le taux d'intérêt est d'à peu près 4%. L'estimation de la valeur de rendement prend toute son importance au moment de la remise d'une exploitation agricole. Elle peut être effectuée par différents organismes, notamment par les Chambres cantonales d'agriculture, l'Union suisse des paysans ou des cabinets de conseil. C'est une valeur officielle. Elle obéit à des directives officielles.

La valeur de rendement d'une exploitation agricole correspond environ à 20–25% de la valeur commerciale. Elle est donc beaucoup plus avantageuse que cette dernière. Cela évite au repreneur de trop s'endetter et lui permet de poursuivre l'exploitation familiale. La loi prévoit une autre protection contre l'endettement: la *charge maximale*.

Charge maximale pour les propriétés foncières agricoles

Pour simplifier, disons qu'on entend par charge maximale le fait qu'un agriculteur ne puisse prendre des crédits sur un bien foncier agricole que jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Cette charge maximale a été introduite il y a 60 ans déjà dans le cadre de la loi sur le désendettement. En raison de la situation économique difficile, la paysannerie avait été contrainte de s'endetter considérablement, de nombreux paysans avaient fait faillite et leurs terres étaient tombées en friche. L'introduction de la charge maximale dans la *loi sur le désendettement des domaines agricoles* de 1947 et plus tard la révision des *articles de la Constitution relatifs au domaine économique* ainsi que l'adoption de la *loi sur l'agriculture* en 1951 ont considérablement amélioré la condition des paysans.

La charge maximale représente 135% de la valeur de rendement. Sous le titre *Mesures destinées à prévenir le surendettement*, l'article 73 de la LDFR stipule que «les immeubles agricoles ne peuvent être grevés de droits de gage immobiliers que jusqu'à concurrence de la charge maximale. Celle-ci correspond à la valeur de rendement agricole augmentée de 35% […]». Illustrons cela par un exemple. Un paysan a la possibilité d'acheter environ 4 hectares de terres pour 280 000 frs. Leur valeur de rendement est estimée à 5000 frs l'hectare. Cela correspond à une valeur de rendement totale de 20 000 frs. Le crédit que la banque peut lui accorder ne peut pas dépasser 135% de cette somme, soit 27 000 frs. Il doit pouvoir payer le reste.

Sous la pression de l'actuelle politique agricole qui s'inspire de la politique néolibérale de l'OMC, de nombreux paysans se voient obligés d'acheter toujours plus de terres agricoles. On leur serine que seules les grandes exploitations sont rentables et qu'il est nécessaire de s'agrandir pour optimiser le rendement. Selon la LDFR en vigueur, l'acquisition de terres agricoles (auprès de parents) au double de la valeur de rendement ou avec une limitation des prix (sur le marché) est possible. Maintenant déjà de nombreux agriculteurs sont trop endettés, ils «mangent leur capital» et leurs comptes font apparaître une formation de capital propre négative. Ils risquent de devoir renoncer tôt ou tard à leur exploitation.

Les propos de *Doris Leuthard* quand elle s'est adressée aux paysans lors de la dernière session étaient vraiment cyniques. Elle a déclaré: «Nous n'avons en droit privé, quand on achète des terres, aucune limitation, absolument aucune. Nous n'avons dans les entreprises aucune limitation, cela afin de favoriser la croissance. Alors pourquoi dites-vous aux paysannes et paysans: ce ne sont pas deux limitations qu'il vous faut mais quatre? Vous êtes tous des entrepreneurs mais dans ce domaine, nous devons tellement vous protéger. Ne pouvez-vous pas vous confronter au marché comme les autres entrepreneurs?» Or en agriculture, avec ses nombreuses activités axées sur l'intérêt général, les règles du marché ne peuvent et ne doivent pas être valables.

Si la charge maximale était supprimée, comme le voudrait le Conseil fédéral, l'endettement des agriculteurs augmenterait considérablement et toucherait indirectement le reste de la population. Lors de la dernière session, le Conseil des Etats s'est également prononcé en faveur de la suppression de la charge maximale. La Commission de l'économie du Conseil national voudrait cependant la conserver. Il nous appartient d'exiger des conseillers nationaux qu'ils la maintiennent.

Limitation des prix

La limitation des prix suppose que les biens fonciers agricoles ne soient pas vendus à n'importe quel prix, que leur prix ne dépasse pas une valeur maximale donnée. Examinons maintenant le dernier point en débat de la LDFR que le Conseil fédéral voudrait supprimer, c'est-à-dire la limitation des prix des biens fonciers agricoles. L'article 63 stipule qu'un prix surfait peut être une raison de ne pas autoriser la vente. L'article 66 précise quand un prix peut être considéré comme excessif: «*Le prix d'acquisition est surfait quand il dépasse de plus de 5% le prix payé en moyenne pour des entreprises ou des immeubles agricoles comparables de la même région au cours des cinq dernières années.*»

La limitation des prix est également un moyen efficace pour lutter contre l'endettement des agriculteurs et contre la spéculation sur les terres agricoles. Le Conseil des Etats a décidé de ne pas supprimer la limitation des prix et la Commission de l'économie du Conseil national est du même avis.

Autres dispositions de la LDFR

Le droit foncier rural contient naturellement de nombreuses autres dispositions qui renforcent la position de l'exploitant à titre personnel – y compris celle du fermier, facilitent la remise de l'exploitation et protègent les terres agricoles. Il s'agit ici de limitations mises à l'achat et à la vente des exploitations et des terres agricoles relevant aussi bien du droit privé que du droit public.

Relèvent du droit privé les dispositions de droit successoral qui précisent à qui on peut attribuer une exploitation et qui peut hériter d'un bien-fonds. En outre, il existe, pour protéger l'exploitant à titre personnel, l'*interdiction d'aliéner* et le *droit d'emption des parents*. L'interdiction d'aliéner interdit à l'héritier d'une exploitation agricole de la vendre dans les 10 ans qui suivent son acquisition à moins que les cohéritiers ne soient d'accord. Dans ce cas, ceux-ci ont un *droit au gain* sur le prix de vente. Seulement ici non plus, l'exploitation ne peut être vendue n'importe comment.

Résumé

Le droit foncier rural est un texte juridique tout à fait impressionnant et subtil qui repose sur une longue tradition et de nombreuses expériences. Il a été élaboré d'une manière pragmatique authentiquement suisse. Il assure à l'agriculteur, à l'exploitation familiale et à l'agriculture tout entière – et partant à l'ensemble de la population! – la meilleure des protections possibles. C'est pourquoi on ne peut pas en supprimer des piliers importants sans affaiblir considérablement les effets de la loi tout entière. Nous sommes tous appelés à protéger ce texte précieux ainsi que notre agriculture, qui est considérée comme exemplaire dans de nombreux pays, que beaucoup nous envient et avec laquelle nous pouvons aider d'autres pays. •

L'exploitation **Sunnematt** est située dans une région de collines des Préalpes. Elle compte plus de 15 hectares de surface agricole utile (SAU) (sans cultures spéciales), dont 2 hectares sont du terrain en pente. Elle possède 50 arbres fruitiers haute-tige et 18 UGB (= unités de gros bétail), c'est-à-dire 18 bovins dont 10 vaches laitières.

Surface agricole utile	15 ha	×	0,028 UMOS	=	0,42 UMOS
Terrain en pente	2 ha	×	0,015 UMOS	=	0,03 UMOS
Vaches laitières	10 UGB	×	0,043 UMOS	=	0,43 UMOS
Autres animaux	8 UGB	×	0,030 UMOS	=	0,24 UMOS
Arbres	50	×	0,001 UMOS	=	0,05 UMOS
Total					1,17 UMOS

Afghanistan

La politique du gouvernement allemand ne vaut pas mieux que celle du gouvernement des Etats-Unis, elle est encore plus mensongère

par Karl Müller, Allemagne

Le gouvernement fédéral allemand ferait tout en faveur de la paix en Afghanistan? – On pourrait presque y croire lorsqu'on lit des gros titres tels que ceux-ci: «*Jung* en appelle aux troupes de l'OTAN pour qu'elles se modèrent» (*Spiegel Online* du 14 mai) ou bien: «Le gouvernement allemand rappelle l'armée US à l'ordre» («Frankfurter Rundschau» du 24 mai).

Le gouvernement allemand préfère nous présenter l'image suivante: Il y avait une fois un pays opprimé par les méchants Talibans, d'autant plus malfaisants qu'ils ne se contentaient pas de s'en prendre au peuple afghan, mais opprimaient particulièrement les femmes et offraient des refuges à de dangereux terroristes. Mais, par la suite, tous les Afghans furent libérés. Toutefois, parmi les libérateurs, il y avait malheureusement aussi quelques cow-boys américains qui n'avaient pas encore entendu parler de la bonne politique allemande et, de ce fait, faisaient quelques fautes. Tout cela dura jusqu'au jour où la chancelière allemande *Angela Merkel* s'en mêla et imposa lors de la session de l'OTAN à Riga en automne dernier à tous un nouveau plan, à savoir le plan allemand. Depuis lors, on a, certes, encore besoin de soldats dans ce pays, mais il s'agit en fait de courageux collaborateurs de l'aide au développement, dont le seul but est d'aider les Afghans, ce que ces derniers apprécient hautement. Enfin, presque tous. Car, il y a toujours quelques Talibans, venus d'obscures grottes de l'étranger, qui n'ont rien d'autre en tête que de causer du mal. Il va donc de soi, qu'on est bien obligé de se «protéger» là contre, étant donné qu'on ne fait que du bien; c'est pourquoi on a besoin des avions allemands Tornado. Des victimes allemandes, comme celles du mois de mai, sont des victimes absolument innocentes tombées sous les coups infâmes de terroristes criminels. Mais, si l'on se retirait de l'Afghanistan, les terroristes recommençeraient à semer la terreur dans le monde entier.

Ceci en ce qui concerne la légende.

En fait, l'Afghanistan est victime d'une guerre cruelle, dont la férocité ne cesse de croître et de s'étendre au pays tout entier. Cette extension des hostilités est due au fait que la population s'engage de plus en plus contre cette occupation qui non seulement n'a apporté aucune amélioration, mais consiste en humiliation, misère et mort pour ce pays avide de liberté et d'indépendance.

Et les troupes d'occupation allemandes y participent entièrement.

- Le gouvernement allemand prévoit de maintenir des troupes d'occupation en Afghanistan pendant plusieurs années. Les vastes camps militaires dans le nord du pays sont installés pour une durée illimitée. La demande d'envisager une retraite est ignorée, même quand elle vient timidement de ses propres rangs.
- Le domaine d'intervention de l'Allemagne ne se limite pas du tout au nord. Le gouvernement allemand exerce, comme celui des Etats-Unis, une énorme influence sur le gouvernement pakistanais. Des officiers pakistanais et afghans sont instruits en Allemagne pour assurer la prétendue sécurité des frontières. Les livraisons d'armes allemandes au Pakistan connaissent une très forte croissance. C'est ainsi que le prix du marché – on dira plutôt «prix» que «valeur», ce dernier mot étant dans ces circonstances mal à sa place – est passé de 32,7 millions d'euros en 2004 à 99,7 millions en 2005.
- Il n'existe aucun plan de cessation des bombardements massifs. Au contraire: le président US, *Bush,* et le secrétaire général de l'OTAN, *De Hopp Scheffer,* ont, une fois de plus, invité tous les membres de l'OTAN à augmenter leurs efforts de guerre. Seuls les Talibans, du fait de leur tactique de guerre, seraient, selon l'effrontée déclaration de Bush, responsables du grand nombre de victimes civiles.
- On s'attend à un nombre de morts encore plus important – des deux côtés. Dans une interview accordée au *Deutschlandfunk,* le 21 mai, une prétendue experte de l'Afghanistan répondit à la fabrique de stratégie *Stiftung Wissenschaft und Politik,* à la question de savoir s'il était nécessaire de tuer autant de monde: «C'est malheureusement le prix à payer lorsqu'on tente de remettre en état les structures démolies d'un pays.» C'est un double mensonge. Car, les dégâts dans le pays ne cessent de s'étendre. Des politiciens allemands, tels le ministre de la Défense *Jung* du parti CDU, ou le chef du groupe parlementaire socialiste, *Struck,* parlent, en oubliant la réalité des faits, de «victoire finale». Des hommes politiques d'expérience, qui s'opposent à une continuation de l'engagement allemand et savent trouver les mots justes, sont dénoncés par les politiciens du gouvernement comme manquant de «caractère», voire sont accusés d'être de mèche avec le diable. C'est ce qui est arrivé à *Oskar Lafontaine.* En revanche, les marionnettes du gouvernement afghan se répandent en ovations pour ces «bons» Allemands dont on ne pourrait se passer.
- On ne se préoccupe guère de l'opinion de la population, y compris l'allemande. Plus de 80% s'étaient exprimés contre l'utilisation des avions Tornados. Selon la dernière enquête de l'institut *Emnid,* pourtant un institut de grand renom, moins de 30% des personnes interrogées estiment que l'intervention allemande en Afghanistan se justifie. Mais les politiciens allemands, d'humeur guerrière, s'en fichent! Tant qu'il ne s'agit que d'enquêtes et qu'il n'y a pas encore de véritable protestation et de pression!
- On met tout en œuvre pour les soldats allemands morts. Maintenant qu'ils sont morts. La musique est belle, plus belle que lors de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Pour les Afghans blessés on n'a, en un premier temps, rien entrepris. Selon *Spiegel Online* du 24 mai: «Ils végètent dans un hôpital délabré, attendant la mort.» «Nous sommes pour vous des humains de deuxième classe», a-t-on entendu dire un Afghan bien au courant de ce qui se passe. Un médecin de l'hôpital estime qu'un peu d'aide de la part des Allemands lui aurait été utile pour son travail. Quelques médicaments, du matériel de pansement propre et des instruments désinfectés. «Bien des blessés auraient échappé à la mort ou pourraient s'y soustraire.» Mais depuis l'attentat, il n'a plus vu d'Allemands.
- A quel point faut-il prendre au sérieux l'affirmation d'un homme politique afghan en exil que l'attentat de Kunduz a été une réponse directe à l'intervention des avions Tornados? Vraisemblablement, c'est très sérieux. Les résultats des missions de reconnaissance des Tornados sont transmis aux troupes de combat occidentales et permettent – immédiatement ou à intervalle – des «attaques bien ciblées». Ce sont des bombardements aveugles du fait qu'il n'est pas possible de distinguer, dans le système de reconnaissance, s'il s'agit de combattants ou de personnes civiles. En fait, selon *German-Foreign-Policy.com* du 20 mai, l'intervention des Tornados fait partie de la stratégie d'agression dont l'utilisation dans la guerre du Vietnam a été le modèle: «Search and destroy». Il ne faut donc pas s'étonner que le politicien afghan en exil déclare: «La haine envers la politique américaine est nettement plus forte qu'elle ne fut contre les Russes. Les gens sur place considèrent que les unités militaires allemandes ne sont rien d'autre que des appoints des USA. Il faut s'attendre à un grand nombre de victimes parmi les militaires allemands.»
- La différence présentée entre les bonnes troupes de l'OTAN/FIAS et les mauvaises des Etats-Unis et de la coalition de l'opération «Liberté immuable» (Operation Enduring freedom) n'est qu'un leurre. Selon le député au Parlement de l'Union européenne, *Tobias Pflüger:* «Il y a déjà deux ans que le représentant de l'OTAN pour l'Afghanistan dans la commission des Affaires étrangères, *Hikmet Cetin,* a démontré que la FIAS et les troupes coalisées de l'opération ‹Liberté immuable› travaillent la main dans la main. Et c'est toujours vrai. Les deux opérations sont dirigées par le commandant en chef américain […]. Et il est indéniable qu'il s'agit de deux missions de guerre auxquelles participent des troupes allemandes. Prétendre le contraire est prendre les gens pour des imbéciles.»
- «La guerre en Afghanistan ne peut être gagnée». C'est l'opinion d'un connaisseur, tel que *Peter Scholl-Latour* ou encore *Walter Stützle,* ancien secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense. Mais, en fait, il ne s'agit pas de cela. Sinon la CIA ne resterait pas les bras croisés au

Suite page 7

«Mission impossible» dans l'Hindu Kuch

par Peter Scholl-Latour

Brent Scowcroft, l'ancien conseiller en sécurité du président *Bush senior* avait estimé que ce serait en Afghanistan que se déciderait la survie ou non de l'OTAN. Les dissensions s'accentuent et leur solution ne se trouve pas dans l'intervention de six «avions de reconnaissance» allemands du type Tornado. Le scénario irakien semble se reproduire en Afghanistan. Depuis trois ans, le gouvernement allemand est en possession de rapports réalistes des commandants sur place, des services secrets BND (Bundesnachrichtendienst) et d'un ambassadeur lucide, qui tous estiment que cette aventure dans l'Hindu Kuch est une «mission impossible».

Mais les partis gouvernementaux allemands refusent catégoriquement d'en prendre connaissance, dans le même style que l'administration Bush avait refusé les avertissements venant de diverses sources sûres, concernant les conséquences probables d'une campagne contre l'Irak.

A l'encontre d'une campagne de désinformation bien orchestrée, le monde ne s'effondrerait pas si la coalition de l'OTAN quittait l'Afghanistan et laissait les tribus se débrouiller entre elles, comme c'est d'ailleurs le souhait des populations. *Al-Qaida,* cette organisation terroriste nébuleuse, n'a plus besoin des grottes de l'Hindu Kuch, puisqu'elle a trouvé refuge dans le nord-ouest du Pakistan et qu'elle met ses forces de combat à l'épreuve sur les champs de bataille en Irak.

Source: Cicero 4/2007 (www.cicero.de/839.php?ausgabe=04/2007)
(Traduction Horizons et débats)

Fermer les yeux devant la réalité

L'OTAN se trouve à la veille d'une défaite dans l'Hindu Kuch

Christoph Hörstel, conseiller en politique, reproche au gouvernement fédéral «un effort inouï de propagande» pour justifier l'intervention militaire en Afghanistan. Selon lui aucun fait, tel qu'il est présenté par le ministre de la Défense *Franz Josef Jung* (CDU), ne correspond à la réalité. Il plaide pour une participation des Talibans pour trouver une solution pacifique pour le pays.

Deutschlandfunk: Pouvons-nous nous permettre de continuer ainsi en Afghanistan?

Christoph Hörstel: En aucun cas. J'ai été bouleversé hier, et je le suis encore aujourd'hui, par la mort des soldats allemands à Kunduz, mais aussi par la déclaration du ministre de ce jour. J'ai longtemps réfléchi à ce que j'allais vous répondre devant le microphone. Je ne peux que vous dire que cela frise la désinformation de la population allemande. Ce n'est pas ainsi qu'on gouverne. Pas plus qu'on ne peut travailler ainsi en Afghanistan. Pratiquement rien de ce que le ministre prétend ne correspond à la réalité. Excusez-moi, mais en fermant les yeux devant la réalité, on n'avancera pas dans cette affaire.

Que voulez-vous dire concrètement?

Concrètement, je peux vous dire que Monsieur le ministre Jung prétend par exemple que les camps d'entraînement des terroristes n'existent plus, qu'il avait fallu les combattre. Mais ils existent toujours. Ils sont beaucoup plus petits, mais plus spécialisés et de surcroît, les nouveaux combattants partent avec les anciens et apprennent sur le tas «learning by doing».

Il y a des armes de Chine, de Russie et peut-être d'Iran. Il y a une frontière ouverte entre le Pakistan et l'Afghanistan depuis l'année passée – avec la bénédiction des Etats-Unis – très exactement depuis le 6 septembre, suite à un accord avec le Waziristan du Nord. L'OTAN a, par la suite, décompté 350% d'attaques des Talibans de plus, soit une augmentation de 40 à 140 attentats en deux mois. Il y a maintenant des milliers de nouveaux candidats pour des attentats suicides, attendant avec impatience de se sacrifier. La moitié d'entre eux sont des femmes. Tout cela se passe dans le rayon de surveillance de la CIA et sans contre-mesures au Pakistan où celles-ci seraient possibles. Cela donne à réfléchir.

Source: Deutschlandfunk du 21/5/07
(Traduction Horizons et débats)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«La politique du gouvernement …»
suite de la page 6

Pakistan où sous ses yeux des milliers de jeunes Talibans sont recrutés. C'est ce que rapporte *Christoph Hörstel* dans une interview du *Deutschlandfunk* le 21 mai. Et il sait de quoi il parle, l'ayant vu de ses propres yeux. Donc: «The war must go on!» Quant aux victimes, on s'en accommode.

- Ce qu'on appelle généralement *al-Qaida* s'est détaché, depuis longtemps, de l'Afghanistan et a mis ses bases en place dans d'autres régions du globe. Et ces bases s'étendront d'autant plus que la prétendue guerre contre le terrorisme n'est rien d'autre que la volonté d'établir une domination mondiale dans le but d'exploiter les autres.
- Pour qui faut-il que la guerre perdure? Pour les idéologues pathologiques de la guerre permanente. Mais aussi pour les multinationales allemandes. En Afghanistan comme en Irak. Le gouvernement allemand incite les entreprises allemandes à agir dans les régions en guerre. C'est ce qu'on apprend de *German-Foreign-Policy.com* du 30 mai: «Les entreprises allemandes qui y gagnent s'accommodent des victimes des tueries et des enlèvements». Une firme, exprimant l'opinion de bien d'autres, affirme: «Malgré le grand nombre de morts, *Ecolog* veut, étant selon ses propres dires une entreprise de tête sur le marché d'une région en pleine expansion, étendre ses activités». Le gouvernement allemand compte aussi dans la guerre sur les «privatisations». Parmi ces entreprises privées, qui s'engagent régulièrement dans les régions d'intervention des forces armées allemandes, on trouve des fabricants d'armes connus. Par exemple *Rheinmetall,* cette multinationale qui avait déjà joué un rôle déplorable dans le développement d'armes à l'uranium. Les perspectives commerciales de cette multinationale passent pour excellentes, car: «L'armée allemande (Bundeswehr) concentre son attention de plus en plus sur les efforts militaires ainsi que sur les interventions à l'étranger.»

Ce sont donc des milliards qu'encaissent les multinationales dans la poursuite de la guerre. Il en va de même pour les armées privées allemandes. Dans cet article il y est question d'une «croissance significative de l'industrie de sécurité privée», y compris des chiffres d'affaires dont les montants atteignent des milliards. En Europe, l'Allemagne tient déjà la deuxième place derrière la Grande Bretagne. A Lübeck se trouve une académie de gardes de corps (Bodyguard Academy). Un participant, qui avait déjà trouvé «un grand plaisir dans l'armée allemande aux combats en localités et maison par maison» s'exprima après un cours à Lubeck ainsi: «Enfin j'avais une vue sur les tactiques utilisées par les Américains dans leurs combats. […] Ce fut une super formation.»

Comment se fait-il que le gouvernement allemand tienne absolument à être présent en Afghanistan avec des milliers de soldats, qui se retrouvent loin de leur pays, alors que tout ce qui est dit et écrit officiellement ne résiste pas à une observation critique? Ne s'agit-il «que» de l'Afghanistan et de contrôler ce pays? S'agit-il «seulement» de servir les intérêts du complexe militaro-industriel des va-t-en guerre? S'agit-il «seulement» d'un oléoduc en Afghanistan et des matières premières du pays?

Ou bien a-t-on affaire à l'installation d'une zone de déploiement militaire pour d'autres guerres? Peut-être pour une grande guerre, une guerre mondiale, une guerre des Etats-Unis et de leurs alliés contre la Russie … et contre la Chine?

En 1938, le *Comité international de la Croix-Rouge,* présent dans le monde entier et connaissant les conditions sur place, estimait qu'on se trouvait à la veille d'une guerre mondiale. N'en est-il pas de même aujourd'hui, au vu des faits?

La tempête s'annonce. De néfastes conséquences d'une économie mondiale foncièrement injuste, le non-respect du droit international par la politique des Etats-Unis et celle de leurs alliés, le réarmement considérable dans le monde entier, etc., etc., etc. … Les dépenses militaires des USA dépassent actuellement celles consenties durant la guerre froide. C'est plus de la moitié de l'ensemble des dépenses d'armement du monde. A quoi bon? Tout cela seulement pour combattre al-Qaida? On en doute. L'objectif ultime est la domination de la planète. On le trouve dans leurs écrits et ce ne sont pas que des mots. Et gare à celui qui ose s'y opposer. Une mégalomanie prête à détruire le monde entier? Elle prend des dimensions inquiétantes et le sommeil de la raison – et de la pensée humanitaire – engendre des monstres.

Est-ce que l'Allemagne et l'Europe veulent vraiment y participer?

Ce qui est particulièrement grave: trop de gens dans les pays industrialisés, au niveau de vie élevé, se comportent comme si de rien n'était. La classe politique, les agences de relations publiques et de nombreux médias amusent les masses par des diversions superficielles, voire absurdes, favorisent le matérialisme, l'égoïsme et l'indifférence. Pour l'instant, ils sont encore trop peu nombreux, ceux qui s'engagent pour «la paix dans le monde». •

«On peut dire dès aujourd'hui que la guerre ne peut pas être gagnée»

Interview de la ZDF avec Peter Scholl-Latour

ZDF: Est-ce nécessaire que des troupes allemandes restent stationnées près de l'Hindu Kuch?

Peter Scholl-Latour: L'affirmation selon laquelle l'Afghanistan deviendrait le terrain d'action pour al-Qaida n'est simplement plus correcte. Les Talibans n'ont pas de sympathie pour ces étrangers qui y faisaient la guerre au nom de l'Islam. De plus, les combattants d'al-Qaida ne sont plus en Afghanistan, mais dans le nord-ouest du Pakistan, et ils ont trouvé un terrain de manœuvre idéal en Irak. C'est évident que ce serait un facteur de troubles si les forces islamiques reprenaient le pouvoir en Afghanistan, mais cela concerne les Russes et l'Iran, beaucoup plus que nous, car actuellement, l'Iran fait l'expérience d'un conflit ouvert avec les Talibans.

Faudrait-il engager les troupes allemandes plutôt dans d'autres Etats qu'en Afghanistan?

Il faudrait y réfléchir sérieusement. Même dans les Balkans nous n'avons pas encore trouvé d'ordre définitif, bien que ce soit notre voisinage direct. Aujourd'hui, les Etats-Unis mènent une guerre contre des fantômes au niveau mondial, une guerre contre ce qu'on appelle le «terrorisme» ou l'«islamo-fascisme», et rien que pour des raisons géographiques, cela devrait suffire pour nous pour prendre d'autres positions. Il faut que nous veillions sur notre voisinage, la rive nord de la Méditerranée du Sud ainsi que le Proche Orient. Nos forces sont limitées et le budget de la «Bundeswehr» est terriblement restreint. Il faudrait que, le cas échéant, nous disposions de troupes capables d'intervenir dans les environs, et qu'elles ne courent pas derrière des intérêts mondiaux qui, en fin de compte, ne sont que les intérêts des Etats-Unis.

Monsieur Scholl-Latour, est-ce que la guerre en Afghanistan est perdue?

Je ne dirais pas qu'elle est déjà perdue, car dans le Nord, par exemple, il n'y a pas encore eu de combats. La Bundeswehr n'a pas encore dû participer à des combats. Mais aujourd'hui déjà, on peut dire que cette guerre ne pourra pas être gagnée, c'est pourquoi toutes ces déclarations que l'on y restera encore pour cinq ou dix ans sont totalement irresponsables face aux soldats. Il est possible qu'il y ait un jour un véritable massacre. Alors, nous n'aurons plus seulement trois morts et quelques blessés. Nous pourrions vivre ce que les Britanniques ont vécu au XIXe siècle quand une garnison entière a été massacrée à Kaboul. •

Source: *ZDF heute* du 23/5/07

Peu importent les victimes, pourvu qu'on fasse du chiffre d'affaires

Au cours de leurs activités lucratives en Irak, les entreprises allemandes s'accommodent des pertes – morts et victimes d'enlèvements – même parmi leurs collaborateurs non allemands. Plusieurs employés de l'entreprise *Ecolog* de Düsseldorf (Rhénanie-du-Nord-Westphalie) ont déjà été enlevés en Irak, et aussi en Afghanistan. Certains ont été libérés après des versements de rançon et d'autres ont été tués.[1] *Ecolog* travaille pour la Bundeswehr dans différentes régions d'opérations en Irak et elle en est depuis février 2002 un important prestataire de service en Afghanistan. Elle s'occupe également du «traitement écologique des eaux usées» dans le camp militaire américain de Bagram où elle a construit une station d'épuration. C'est dans ce camp qu'a été détenu et torturé l'Allemand *Khaled el-Masri* pendant plusieurs mois.[2]

«Leader dans un domaine en expansion»

Ces activités en faveur des troupes d'occupation exposent régulièrement la société *Ecolog* et ses employés – qui viennent souvent de pays à bas salaire d'Europe de l'Est – aux attaques des insurgés. Dans un rapport sur les trois soldats allemands tués il y a quelques jours lors d'une attaque à Kunduz, on peut lire: «Comme presque quotidiennement, trois soldats de la *Wehrabteilung,* en réalité des civils, parcouraient, accompagnés par une troupe de protection, les quelques kilomètres qui les séparaient de Kunduz. Comme toujours, ils avaient garé leur voiture devant l'entreprise de nettoyage *Ecolog.* Ils continuaient la route à pied, lourdement chargés de vestes de protection et de casques. Ils voulaient acheter des réfrigérateurs et bavarder.»[3]

Quelques minutes plus tard, ils étaient morts. Malgré le nombre élevé de morts, *Ecolog,* qui se targue d'être «leader dans un domaine en expansion»,[4] a l'intention de continuer à développer ses activités. Elle veut se présenter lors d'une conférence qui se tiendra à Berlin début juillet («Politique de sécurité et industrie de défense»). On a annoncé des intervenants haut placés appartenant aux milieux de l'armée, de la politique et de l'industrie d'armement.

Privatisation de la guerre

Parmi les entreprises privées chargées régulièrement de missions dans les zones d'opérations de la Bundeswehr se trouvent aussi des entreprises d'armement connues. En octobre 2003, un représentant du groupe d'armement de Düsseldorf se vantait en ces termes: «Là où la Bundeswehr ou des troupes alliées mènent des opérations, on trouve souvent – du moins temporairement – des gens du service clientèle des *RSL (Rheinmetall Landsysteme GmbH)».* Il avait effectué, en collaboration avec un autre représentant de l'industrie d'armement, des missions d'entretien et d'instruction auprès des parachutistes à Kaboul et donc participé à des patrouilles dans la zone de combats. Selon le récit d'aventures des représentants des *RSL,* lors d'une attaque à la bombe contre un autocar de la Bundeswehr, le 7 juin 2003, «nous nous trouvions à quelque 600 mètres seulement du site». On juge les perspectives de l'entreprise d'armement prometteuses: «La Bundeswehr se concentre de plus en plus sur les missions purement militaires ainsi que sur les interventions à l'étranger […]. Les travaux d'entretien et de réparation augmenteront certainement à l'avenir.»[5]

Des milliards de chiffre d'affaires

Des études actuelles confirment que la Bundeswehr fait de plus en plus appel à des entreprises privées, non seulement à l'intérieur du pays[6] mais aussi dans les zones d'opérations à l'étranger. La «croissance significative de l'industrie de sécurité privée» n'est pas «due seulement aux commandes et aux pratiques contractuelles des USA». Des entreprises européennes ont dégagé «en 2003/04 un chiffre d'affaires d'environ vingt milliards d'euros» et elles comptent actuellement «plus d'un million d'employés».[7] Ce sont les entreprises allemandes qui occupent la seconde place (2003: 4,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires) après les firmes britanniques. Parmi elles se trouvent des prestataires de services qui appellent leurs activités «protection rapprochée», mais selon des rapports, ils sont aux services des Etats-Unis en Irak et directement impliqués dans les combats. Ces combattants sont fournis par des entreprises comme la «Bodyguard Academy» de Lübeck.

Formation comme aux Etats-Unis

La Bodyguard Academy, fondée en 1998 au titre d'«école de préparation aux métiers de la sécurité»,[8] a le droit, depuis le 23 avril, de se nommer «support officiel pour la promotion de la formation continue conformément au droit de la promotion du travail». Selon un participant satisfait, un adjudant-chef de la Bundeswehr, la formation à Lübeck n'était «pas du bluff, pas seulement de belles paroles, mais des termes clairs qui évoquent bien les missions sur les terrains d'opérations. […] Une «partie importante de la formation était consacrée au combat dans des espaces restreints. C'était mon sujet préféré car c'est le combat dans les localités et les maisons qui m'a fait le plus plaisir à la Bundeswehr. […] J'ai enfin pu apprendre à connaître les tactiques appliquées par les Américains lors de leurs interventions. […] C'était une formation super.»[9]

Source: www.german-foreign-policy.com du 30/5/2007
(Traduction Horizons et débats)

1 cf. Hundert Prozent, in: *www.german-foreign-policy.com*

2 cf. Wer ist «Sam», der deutsche Foltergesandte?, Nach Recht und Gesetz und Transatlantische Verbrechensausbeute, in: *www.german-foreign-policy.com*

3 No risk, no help; *Spiegel Online* 22/5/2007

4 Aussteller; *www.defence-conference.de*

5 Wiesel aus Afghanistan «in Schuss» gebracht; *www.rheinmetall-detec.de;* octobre 2003

6 cf. Deutsche Post: Militärausrüstung in alle Welt, Munition und Waffen und Todesdrohung par Handy, in: *www.german-foreign-policy.com*

7 Söldner mit neuer Mission; *Internationale Politik,* mai 2007

8 Die Bodyguard Academy; *www.bodyguard-academy.com*

9 Rapport d'un participant à un cours; *www.bodyguard-academy.com*

Fidélité absolue

L'Afghanistan continue de «s'irakiser» mais les grands prêtres atlantiques condamnent l'OTAN à poursuivre la guerre coûte que coûte

*par Jürgen Rose**

Ces jours derniers, le funeste militarisme allemand a atteint son paroxysme dans l'idéologie spécieuse selon laquelle l'honneur du soldat est lié à une fidélité absolue. Ainsi, sans réfléchir, l'Armée et le peuple ont couru à leur perte. Suivant le penchant allemand – manifestement impérissable – pour la fidélité absolue, on invoque aujourd'hui la solidarité indéfectible à l'égard de l'unique superpuissance, certes sous une forme propagandiste différente. Après l'attaque des Twin Towers et du Pentagone, Gerhard Schröder assurait les Etats-Unis de sa «solidarité sans réserves». Peter Struck renchérissait en déclarant: «Aujourd'hui, nous sommes tous Américains.» Depuis, manifestant une solidarité illimitée vis-à-vis de l'OTAN, la République de Berlin mène une guerre dans le lointain Hindu Kuch (et a approuvé complaisamment et sans réserves la guerre d'agression contre l'Irak). Qui se préoccupe du fait que c'est incompatible avec le droit international et la Constitution?

Les Afghans veulent reconstruire leur pays eux-mêmes. Les troupes de l'alliance Etats-Unis/OTAN doivent se retirer! (photo hg)

Totalement sourd à toutes les mises en garde, le gouvernement fédéral, en accord unanime avec une funeste grande coalition de bellicistes au Parlement, implique de plus en plus les Forces armées allemandes dans le désastre afghan, tout à fait prévisible, au mépris de l'opposition catégorique de la grande majorité démocratique du peuple. Impossible d'obtenir une réponse à la question de savoir quelle stratégie politique et militaire le gouvernement poursuit dans cette aventure où l'on envoie à l'abattoir les soldats allemands. Parallèlement, on déclare que la mission, impossible, en Asie centrale est la pierre de touche de l'Alliance atlantique. Selon les bellicistes, un retrait de l'Armée allemande ferait de la République le fossoyeur de l'OTAN. Voilà qu'une prétendue fidélité à l'Alliance vient remplacer un manque d'intelligence en matière de politique de sécurité. Il semble que pour les mordus allemands de l'OTAN, aucun sacrifice en faveur de la Sainte Alliance atlantique ne soit assez grand. On ignore systématiquement ceux qui, dans ce pays, lancent des avertissements, comme *Oskar Lafontaine* qui constate que la sécurité de l'Allemagne «est mise en danger dans l'Hindu Kuch»; comme le ministre de l'Intérieur de Bavière *Günter Beckstein,* qui parle de «menaces accrues sur la sécurité en Allemagne» et en voit la raison dans «l'extension de l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan». Sans doute à juste titre, au vu de l'avertissement du chef taliban *Mullah Obaidullah Achund* qui a déclaré: «L'Allemagne est, comme les USA, un ennemi pour les vrais croyants.»

A nouveau, des soldats de la Bundeswehr ont dû payer le prix de cette politique irresponsable. Cette fois, c'est à Kunduz qu'ils ont perdu la vie ou la santé. Aussi l'attentat-suicide n'est-il pas surprenant puisque la résistance afghane avait annoncé il y a assez longtemps une grande offensive de printemps contre les «croisés» étrangers. Les talibans ont déployé pour cela 6000 combattants. Selon le commandant taliban *Mullah Hajatullah Khan,* 1000 kamikazes potentiels avaient été envoyés dans le nord de l'Afghanistan au début mars. L'un d'eux a frappé le 19 mai et 999 autres attendent leur tour. La situation en Hindu Kuch est en train de «s'irakiser».

Et pourtant les forces armées étrangères, que la population afghane considère de plus en plus comme des troupes d'occupation, renforcent leur lutte contre un adversaire tenace, lutte que tous les connaisseurs du pays estiment vouée à l'échec. L'armée américaine tout particulièrement se fait remarquer par un recours excessif à la force en provoquant régulièrement des carnages parmi les civils, comme dans le village de Spinpul le 4 mars dernier. La mission de l'OTAN se transforme de plus en plus en une guerre coloniale ouverte contre le droit à l'autodétermination et les aspirations des Pachtounes à la liberté. Et la Bundeswehr a sa part de responsabilité dans cette guerre, surtout depuis que des avions de combat Tornado ont été envoyés à Mazar-e-Sharif pour repérer les cibles qui doivent ensuite être bombardées par les avions de l'OTAN. Ainsi, une attaque aérienne, le 8 mai, dans le district de Sangin (province d'Helmand) a fait au moins 21 tués et plusieurs dizaines de blessés parmi les civils. Peu avant, dans les villages de Bakhtabad et de Parmakan (province de Herat), des bombardiers américains avaient fait 57 victimes civiles, dont 17 enfants, 10 femmes et 14 vieillards. Au vu de ce terrorisme exercé contre des innocents, la question posée par *Tariq Ali,* un des écrivains les plus importants du Pakistan, apparaît tout à fait justifiée: «Faut-il qu'on envoie des soldats européens tuer et se faire tuer uniquement pour garantir l'hégémonie de l'Empire américain?» Face aux massacres sur les champs de bataille afghans, le ministre allemand de la guerre *Franz-Josef Jung,* ne trouve rien d'autre à dire que: «Je ne parlerai pas d'échec». Une fois de plus, l'honneur de l'Allemagne semble tenir à sa fidélité, en l'occurrence à sa fidélité à l'Alliance atlantique. •

* Jürgen Rose est enseignant et lieutenant-colonel de la «Bundeswehr». Il s'exprime ici à titre personnel.

«Les soldats sont les victimes d'une mauvaise politique étrangère»

Extrait d'une interview d'Oskar Lafontaine, chef du groupe parlementaire du Parti de la gauche (Linkspartei) au Bundestag

Deutschlandfunk: Monsieur Lafontaine, […] Müntefering a déclaré que vos déclarations en matière de politique étrangère étaient irresponsables. Beaucoup d'autres sont du même avis. Selon eux, votre assimilation des soldats allemands en Afghanistan à des terroristes en sont un exemple …

Oskar Lafontaine: Là je vous arrête. Nous n'allons pas répéter ces bêtises …

Ils vous demandent de vous excuser. C'est l'occasion de le faire.

La vérité est que j'ai attiré l'attention des irresponsables qui envoient des soldats dans les guerres sur le fait qu'ils avaient eux-mêmes donné au Bundestag une définition du terrorisme. Les choses sont claires. La langue allemande est dépourvue d'ambiguïté. J'ai rapporté ce qui avait été dit au Bundestag, c'est-à-dire qu'il y a terrorisme lorsque quelqu'un utilise la force en violation du droit pour imposer des objectifs politiques. Puis j'ai dit que Bush et Blair étaient des terroristes car tout le monde sait qu'en Irak, ils ont recours à la force au mépris du droit, ce qui cause des quantités de morts. Si ce n'est pas du terrorisme, je ne sais pas ce qu'est le terrorisme. Il est d'ailleurs intéressant de noter que jusqu'ici personne n'a contesté le fait que Bush et Blair étaient des terroristes. C'est une chose à retenir.

Puis j'ai dit qu'en Afghanistan nous participons à une mission appelée «Liberté immuable» qui vise à combattre le terrorisme. Mais dans cette guerre, et Bush et Blair l'ont constaté eux-mêmes, on ne fait pas la différence entre les paysans qui travaillent dans leurs champs et les combattants talibans, si bien que cela fait beaucoup de morts. Je l'ai dit plusieurs fois au Bundestag. Il y a violation des Conventions de Genève selon lesquelles les belligérants doivent épargner les civils, ce qui signifie qu'ils ne doivent pas tuer des paysans innocents ni massacrer des gens réunis pour une noce ou un baptême. C'est du terrorisme. Et quand nous envoyons des Tornados qui préparent le terrain à des bombardements de l'OTAN, nous sommes impliqués.

[…] C'est Bush et Blair que j'ai attaqués. Il ne me serait jamais venu à l'idée de qualifier les malheureux soldats américains – plus de 3000 sont morts là-bas – de terroristes. L'argumentation de mes adversaires est minable. J'ajouterai une remarque personnelle. Hitler a été, pour moi, un grand terroriste. Mon père est mort à la guerre. Personne n'aura le front de me reprocher de qualifier mon père de terroriste.

Vous ne faites aucune différence entre les soldats allemands qui participent à la mission de l'ISAF [Force internationale d'assistance à la sécurité] et ceux qui sont impliqués dans l'opération «Liberté immuable». Vous n'allez pas dire que les soldats des forces spéciales sont des terroristes.

J'ajouterai que toute personne responsable doit savoir que ce n'est pas aux soldats de justifier les décisions prises mais à ceux qui les prennent. Les soldats sont les victimes d'une mauvaise politique étrangère. Aussi est-il lamentable et lâche que des politiciens se cachent derrière les soldats et les victimes, et précisément ceux qui, par leurs décisions, sont responsables des victimes.

Source: Deutschlandfunk du 27/5/2007 (Traduction Horizons et débats)

Tous ceux qui voulaient contrôler l'Afghanistan ont échoué

Extrait d'une interview de l'ex-Secrétaire d'Etat au ministère allemand de la Défense Walther Stützle

Norddeutscher Rundfunk: Vous ne croyez pas vraiment au succès de la grande offensive [de l'OTAN en Afghanistan]?

Walther Stützle: Non. Je crois qu'elle enfoncera l'Alliance atlantique encore plus dans la pagaille qui règne là-bas. Finalement, on verra que l'Alliance subira le même sort que tous ceux qui ont tenté de contrôler l'Afghanistan. L'Union soviétique a essayé, les Britanniques aussi. Ils ont tous échoué et rien n'indique que l'Alliance atlantique aura plus de succès.

Source: NDR, Info Das Forum du 10/3/2007

Pour une nouvelle conférence de Petersberg

Le ministre allemand de la Défense Jung et son prédécesseur Struck critiquent la manière impitoyable dont les Etats-Unis mènent la guerre en Afghanistan, laquelle fait de plus en plus de victimes dans la population civile. Pourtant ils plaident pour sa poursuite avec la participation des Forces armées de la République fédérale allemande. Voici ce qu'a écrit un membre de la commission de la Défense, Gert Winkelmeier:

«Combien de victimes cette guerre en Afghanistan doit-elle encore faire pour que les Etats de l'OTAN qui y participent et leurs alliés comprennent qu'on ne peut pas pacifier un pays avec des bombes?

Si le gouvernement fédéral veut réellement «conquérir les cœurs de la population», il doit offrir des solutions politiques. Et quiconque veut faire passer des solutions politiques ne peut pas être un belligérant. En Irlande du Nord, après une guerre civile sanglante qui a duré des dizaines d'années, les farouches ennemis sont devenus des partenaires au sein de la coalition gouvernementale. Cette voie doit également être adoptée en Afghanistan.

La décision du Parlement afghan d'engager le dialogue avec tous les talibans afghans va dans la même direction. C'est pourquoi le gouvernement fédéral doit cesser de maintenir les Afghans sous tutelle et mettre fin à l'engagement de la Bundeswehr.

Tous les belligérants doivent s'asseoir à une table afin de trouver ensemble une solution qui apporte au pays et à ses habitants de véritables perspectives. Une nouvelle conférence de Petersberg s'impose donc. Le gouvernement fédéral pourrait ainsi regagner le crédit qu'il a perdu auprès des Afghans.

C'est le gouvernement fédéral et les groupes parlementaires qui ont voté l'engagement de la Bundeswehr qui portent la responsabilité politique des trois dernières des 24 victimes allemandes. S'il n'y a pas de changement d'orientation radical vers une solution diplomatique, d'autres soldats de la Bundeswehr mourront à cause d'une mauvaise politique.» •

Source: Communiqué de presse de *Gert Winkelmeier*, parlementaire sans étiquette, du 24/5/07

«Tous les hommes et femmes qui veulent un monde sans guerre sont mes amis»

Interview *d'Horizons et débats* avec Khazan Gul*

Horizons et débats: Avec nos lecteurs, nous nous intéressons à la situation actuelle en Afghanistan, pourriez-vous nous dire quelque chose à ce sujet?

Khazan Gul: En Afghanistan règne la guerre. La guerre, naturellement, est toujours liée à la peur. Le peuple vit perpétuellement dans la peur. Chaque jour les gens craignent que ce soit peut-être aujourd'hui que les Talibans ou les Américains viennent, car les deux sont très cruels avec le peuple. Si ce sont les Talibans qui viennent, ils forcent le village à mener une «Guerre Sainte» contre les Américains. Ce sont eux, les occupants, les infidèles qui détruisent notre pays et notre culture. Le peuple ne peut pas se défendre. Les autres sont forts et armées. Alors les gens disent, oui, d'accord, ce sont des infidèles et vous, vous êtes nos frères, vous êtes des musulmans, nous voulons bien vous aider, des amis – mais nos enfants, nos femmes, voici les dangers. Les Américains nous mettent en prison et nous bombardent, nous n'en voulons pas. Les Talibans cherchent les gens qui ont rasé leur barbe et qui n'ont pas fait leur prière comme il faut. Quand ils supposent que quelqu'un est un mauvais musulman, ils l'emmènent et le punissent.

Et puis, il y a les espions américains. Ils rapportent aux Américains: Ce soir, beaucoup de Talibans sont venus, ce village collabore avec les Talibans. Les Américains ont naturellement peur des Talibans et bombardent ce village. Beaucoup de gens innocents sont par conséquent tués, et à la radio ils déclarent avoir tués tant et tant de Talibans, mais ce sont des civils, les Talibans ont quitté le village avant.

Mais le pire est que le gouvernement compte les morts et les blessés et paye 200 dollars par mort et 100 dollars par blessé. Ceci est évidement barbare. Un Afghan mort coûte 200 dollars. Et nous savons que les USA ont demandé aux Libyens 2 millions de dollars de dédommagement par Américain mort. *Karzai,* lui-aussi, a déjà plusieurs fois critiqué ce fait, il a pleuré puisque également les Américains et les forces étrangères nous tuent. Nous ne pouvons rien faire, les Talibans aussi nous tuent. C'est très triste. Le peuple entier vit dans une peur permanente. Telle est la situation actuelle en Afghanistan.

Quelles sont les possibilités pour la population de venir à bout de cette situation? Ils y vivent, il faut vivre, comment vous débrouillez-vous?

Je vis aussi dans la peur comme le peuple. Nous étions heureux lorsque les Talibans sont partis, et nous pensions que les Américains étaient nos amis. Mais puis, ils ont commencé à perquisitionner nos maisons et à nous bombarder sans raison. Et maintenant les Américains se font beaucoup d'ennemis tandis que les Talibans gagnent des amis. Si cela continue ainsi, c'est très grave. Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve. Le peuple est désespéré. La situation s'empire de plus en plus.

La politique actuelle en Europe et en Amérique doit changer. C'est le peuple qui doit le faire. Le peuple européen et le peuple américain peuvent forcer leurs gouvernements à changer de politique. En Afghanistan, il faut un gouvernement digne de confiance, qui peut gouverner de manière autonome et qui peut se défendre contre des voisins étrangers, c'est dans de telles conditions que nous pouvons avoir un Afghanistan calme, c'est-à-dire les étrangers, les Européens et les Américains doivent nous aider. Actuellement, ce sont les Afghans qui aident les étrangers et non pas vice versa. Nous voulons travailler nous-mêmes dans notre pays, les autres doivent nous aider. Nous ne voulons pas que dans notre pays quelqu'un d'autre gouverne et que nous l'aidions. Je crois que le problème est, que les étrangers travaillent de façon autonome, sans rien demander au gouvernement afghan. Ils cirulent en avions et en hélicoptères, fouillent des maisons et arrêtent les gens, sans que notre propre gouvernement afghan le sache. Je veux dire ceci: aucun Afghan ne veut d'un cœur étranger.

Inauguration d'une école de filles dans la région de Khost. (photo hg)

Vous avez mentionné Karzai, quel rôle joue le gouvernement Karzai?

Ils ne font que ce que leur disent les étrangers. Moi, je les considère comme employés des étrangers.

Le gouvernement ne peut pas poursuivre une politique autonome?

C'est impossible. S'il y a des forces étrangères, des forces militaires très puissantes, qui circulent dans le pays sans rien demander au gouvernement, celui-ci ne peut pas poursuivre une politique autonome.

Vous travaillez dans divers projets en Afghanistan et vous essayez d'améliorer la situation des gens là-bas. Pouvez-vous expliquer vos activités à nos lecteurs?

Je veux bien. Beaucoup de personnes travaillent en Afghanistan, mais convaincues de ne pas pouvoir réussir dans un pays occupé par des forces étrangères, ils se résignent. Je crois qu'il ne faut pas attendre. Surtout dans l'enseignement et l'instruction publique, il ne faut pas attendre parce que c'est comme une vie, quand une journée est passée, elle est passée, elle ne reviendra pas. Je trouve très important que les gens dans chaque situation, aussi difficile qu'elle soit, continuent de travailler, même sous les conditions actuelles.

Pour moi, le développement de l'agriculture et de l'enseignement est la première condition pour la liberté et l'autonomie de l'Afghanistan. Pour moi, en tant qu'enseignant, l'éducation et la formation sont très importantes. Je travaille maintenant dans des régions que le gouvernement et d'autres évitent. J'ai travaillé là-bas déjà pendant la guerre contre l'Union soviétique. Les gens me connaissent et me comprennent. Je fais construire des écoles et je m'engage pour la progression de l'agriculture. C'est ainsi que j'ai beaucoup de succès. En Europe, je reçois de l'aide de mes amis et de différentes organisations. C'est ce que j'amène en Afghanistan dans ces régions pour construire de beaux bâtiments et pour la formation des enseignants.

Quand j'étais responsable de l'instruction publique à Khost, j'ai fondé 52 nouvelles écoles dans les montagnes et engagé des enseignants. Ce ne sont pas d' enseignants de formation, mais des gens qui savent lire et écrire, peut-être qu'ils ont fréquenté une école pendant trois ans ou ils ont appris dans une école coranique.

Il n'y a pas de bâtiments non plus. Les élèves apprennent dehors, sous des arbres. Je veux construire des bâtiments pour ces 52 écoles et former les enseignants. Chaque école reçoit un bon instituteur bien instruit. L'après-midi, celui-ci enseigne tous les autres instituteurs, 10 ou 20, avec les mêmes manuels que ces derniers utiliseront le matin pour enseigner les enfants. Cela fonctionne très bien. Les enseignants ont besoin d'une formation continue car les enfants posent des questions qu'ils ne comprennent pas eux-mêmes. Ils sont obligés de lire les manuels avec les enfants pour voir ce qu'ils ont compris et l'après-midi ils peuvent poser des questions. Ainsi, on peut éliminer les difficultés des enseignants.

En outre, j'essaye de procurer de l'argent pour la construction d'écoles. Jusqu'à présent, j'ai construit 5 écoles, payées par différentes écoles en Europe. C'est ce que je vais continuer. J'ai trouvé beaucoup d'amis ici en Suisse: Ils veulent financer une école d'agriculture, une école très importante. J'ai reçu de l'argent et quand je serai de retour, je commencerai la construction de cette école. Plus tard, j'engagerai des enseignants et je chercherai des paysans qui veulent suivre une formation. Ils apprendront à construire des systèmes d'irrigation, à cultiver les céréales et les légumes, à faire de meilleures récoltes ou à traiter des maladies simples des animaux et des plantes. Pour cela, il est nécessaire qu'ils apprennent à lire et à écrire, ils seront alphabétisés en même temps. Ainsi, on forme des paysans cultivés qui seront plus tard capables d'enseigner d'autres paysans.

Combien de personnes vivent dans la région où vous travaillez?

C'est une tribu, les Tani. J'ai enregistré 3000 familles. Mais ces familles, ce n'est pas comme ici, ce sont de grandes familles, 10 à 30 personnes par famille. Je veux faire développer tous les domaines dans cette région. A mon avis, le fait que le fossé entre la ville et la campagne s'agrandisse de plus en plus, cause des guerres.

Les étrangers vivent et travaillent dans les villes. C'est là où les biens de première nécessité arrivent. Les villes se développent et la campagne reste ce qu'elle est. La majorité de la population vit à la campagne, plus de 80%. Ils n'ont pas de moyens de transport, pas de routes, pas de soins médicaux, pas de cliniques, pas d'eau potable et les maisons sont primitives. Si les villes continuent de croître et que la campagne reste en arrière, cela engendra la haine et l'envie. Les gens ne se comprennent plus. Dans les villes c'est une autre culture qui se développe, une culture européenne.

Suite page 10

* *Khazan Gul* a étudié la physique et les mathématiques à la Haute école pédagogique de Francfort. En 1973, il est rentré en Afghanistan, dans son pays dans la région de Khost. Depuis il s'engage pour le développement de l'instruction publique dans son pays et pour l'encouragement de l'autosubsistance qu'il pense être les premières conditions pour un Afghanistan libre et autonome.

Appel: Les soldats suédois n'ont rien à faire en Afghanistan!

Le présent appel a paru le 27 février à Stockholm dans le journal «Aftonbladet» à l'occasion du lancement d'une récolte de signatures dans toute la Suède. Le lendemain, il a été publié avec les 500 premières signatures dans le «Dagens Nyheder».

Où va la Suède?

Depuis la fin de 2001, la Suède a des troupes stationnées en Afghanistan. 250 soldats participent à la *Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF)* commandée par l'OTAN. Le gouvernement suédois est sur le point de renforcer son engagement militaire.

Nous protestons contre la participation suédoise à la guerre en Afghanistan. Elle est incompatible avec la politique neutre de la Suède et 200 ans de politique étrangère pacifique.

En fait, la Suède est pour la première fois dans l'histoire récente impliquée dans une guerre où chaque jour les droits de l'homme sont violés et des civils tués dans les bombardements.

Les Etats-Unis ont déclaré ouvertement qu'ils ne respectaient pas les Conventions de Genève en Afghanistan et ont empêché en tant que puissance occupante que les criminels de guerre soient déférés devant les tribunaux.

L'ISAF n'est pas une troupe de l'ONU mais de l'OTAN qui, depuis 2006, se charge de plus en plus de la «guerre américaine contre le terrorisme».

Les Afghans n'ont pas besoin de soldats étrangers. Ils ont besoin de nourriture, de vêtements, de logements, de soins médicaux et d'aide à la reconstruction. Il faudrait consacrer les 300 millions de couronnes que les Suédois payent chaque année pour les troupes en Afghanistan à une augmentation de l'aide civile.

Nous demandons le retrait d'Afghanistan des troupes suédoises et le renforcement de l'aide civile!

Hans Alfredson, Ronny Ambjörnsson, Bo Cavefors, Peter Curman, Thage G. Peterson, Tom Heyman, Peter Hjukström, Gösta Hultén, Stefan Lindgren, Eva Moberg, Birger Schlaug, Margareta Zetterström

(Traduction Horizons et débats)

Lo más importante en esta edición

Cumbre G-8

hd. La cumbre G-8, que ya habrá finalizado cuando se imprima esta edición, movió fuertemente los ánimos ya antes de comenzar. Distintas organizaciones han manifestado su preocupación, como los obispos católicos provenientes de diversas partes del mundo, en su aclaración publicada antes de la cumbre G-8. En ella hacen incapié en la injusticia social y la creciente pobreza en nuestro globo, y en que los estados G-8 podrían aportar una contribución decisiva para apaciguar esa indigencia. Al mismo tiempo, los obispos expresan su crítica al «modelo vigente de crecimiento económico […] que no tiene ninguna consideración para con los bienes comunes y el bienestar de los seres humanos.» Más bien, exigen un modelo económico, «que incluya la solidaridad, que supone el respeto mutuo y el apoyo recíproco.»

La iglesia evangélica de Alemania también hace un llamado a los gobiernos de los estados G-8: «El combatir la pobreza y el cuidado de nuestro planeta debe ser el tema central de su política.» Especialmente recuerdan a la canciller alemana Angela Merkel su obligación: «Esperamos que el gobierno alemán establezca en Heiligendamm claras pautas para combatir la pobreza.»

Como sabemos, los resultados de las cumbres G-8 son magros, y más que promesas vacías, que se repiten desde hace años, no hay nada concreto. En resúmen, hay que decir que, desgraciadamente, ninguna reunión cumbre mantuvo lo que prometió.

Las llamadas medidas de seguridad tomadas para la cumbre G-8, le congelan la sangre a un verdadero demócrata. Con cercos de protección, barricadas, así como con un alambrado de púa que rememora tiempos siniestros de la historia alemana, se quiere lograr seguridad. El presidente de la Liga Internacional de derechos humanos, *Rolf Gössner,* al referirse a estas dimensiones, da en el punto justo. «Las medidas de prevención y represión alrededor de la cumbre G-8 están fuera de toda proporción […]. Un estado democrático constitucional no es compatible con zonas al márgen de la democracia y el derecho, como las que se establecieron en Heiligendamm, con prohibición para la población civil y marginación de la protesta democrática.»

El Profesor alemán *Friedhelm Hensbach* para ética social y miembro de la órden jesuita, se refiere a la situación alrededor del G-8 de esta manera: «Se necesita una anti G-8, simplemente para poder formular ideas alternativas al sistema vigente. Evidentemente el estado alemán no lo ve así. El cerco, que se levantó alrededor de la zona de la cumbre, es un símbolo elocuente de cómo los representantes de los pueblos se han distanciado de sus habitantes.»

La guerra en Afganistán

La participación del gobierno alemán en la guerra de Afganistán es otra de las tragedias de la actualidad. Esa guerra que viola el derecho internacional, que sobre todo va dirigida contra la población civil, es una catástrofe y debe ser frenada de inmediato. La aclaración del gobierno alemán, que los soldados alemanes sólo intervendrán en el norte pacífico, ha sido desmentida bruscamente por la muerte de los soldados que estaban estacionados en la zona aparentemente tranquila del norte. No existen más diferencias entre las tropas de la Isaf y las de la OTAN.

Todas están involucradas en actos bélicos y son consideradas por la población como tropas enemigas. La propaganda del gobierno alemán esfuma estos hechos, lo que se le dice a la población no es la verdad.

La situación es catastrófica y sigue empeorándose.

En un reportaje a *Khazan Gul* nos enteramos de detalles precisos sobre la situación en Afganistán. Los habitantes viven en constante temor, por un lado frente a las tropas de la OTAN y por otro a los Talibanes. Los dos bandos están en una lucha sin piedad, y la que sufre, sobre todo, es la población civil. La política de EEUU y Europa debe cambiar de inmediato. Los afganes deben poder decidir sólos sobre su destino sin estar bajo constantes influencias y a merced de las luchas de poder entre las grandes potencias.

Para poder conducir a la población hacia su independencia, es necesaria la educación para todos y una agricultura en buen funcionamiento. Por eso Khazan Gul ha pugnado por la construcción de escuelas y construyó más de 60, evidentemente también para mujeres. También se ocupa de impulsar la agricultura. En ésto consiste para él parte de su actividad para la pacificación. Porque cuando la población pueda abastacerse a sí misma y tenga suficiente para alimentar a sus familias, ni los EEUU ni los talibanes podrán encontrar hombres para reclutar para las guerras.

En el Islám existe una ley que obliga a los campesinos a entregar el décimo de sus ganancias al gobierno. De este modo el gobierno tendría medios económicos suficientes para un desarrollo eficiente del estado y para dar trabajo a la población. Así la guerra no sería posible. Al finalizar el reportaje, Khazan Gul manifestó que en Suiza había encontrado muchos nuevos amigos. Dijo textualmente: «Las personas que desean un mundo sin guerras, son mis amigos.»

Reportaje desde Iraq

Un segundo reportaje a *Mustafa Ali* desde Iraq, muestra claramente la situación catastrófica en el país a raíz de la ocupación militar de los EEUU.

Igual que en Afganistán, la que sufre en primera línea es la población civil, y no se ve un fin. Sobre todo la construcción de murallas en diversas ciudades de Iraq, empeora la situación de la población haciéndola inaguantable. Los habitantes sólo pueden pasar de una zona de la ciudad a otra con un salvoconducto especial, y los controles son más estrictos que si pasaran de un país a otro. Una visita a un médico, si es que hay uno, ya que más de 30 000 han abandonado el país, se hace casi imposible, ya que no en cada sector vive un médico. Los habitantes son maltratados y humillados por las fuerzas de ocupación. Cuando éstas se retiren se van a necesitar decenas de años para que se cierren las heridas. Y una retirada inmediata es la única posibilidad de poner fin a este desastre.

Las palabras de Mustafa Ali al final del reportaje son claras: «Mientras tengamos la ocupación, mientras tengamos esas marionetas que vinieron con la ocupación, no hay esperanza para el Iraq, jamás. Por eso la guerra y la ocupación deben terminar.»

Reportaje desde Malí

Un informe alentador viene de *Aminata Dramane Traoré* desde Malí, sobre habitantes de un barrio que se unen entre ellos y sanean, por ejemplo, sus calles.Tomamos las cosas por nuestra cuenta. Uno empezó y otros se le unieron. Cada uno aporta algo según sus posibilidades. Así se inició un movimiento y otros barrios siguieron el ejemplo. Juntos fundaron la asociación malinesa para el saneamiento y la protección del medio ambiente. Desgraciadamente no hubo ningún apoyo por parte del gobierno, dependiente del Banco Mundial. Esa dependencia es nefasta ya que no deja espacios libres. No es posible orientarse según las necesidades de la población, sino que hay que adaptarse a las condiciones del que da el dinero. Africa tiene que volver a sus raíces y debatir sobre lo que en definitiva la hace empobrecer y alienar. La Sra. Traoré dice textualmente: «Hemos llegado a un punto en que se trata de salvar a los seres humanos y a sus almas del todopoderoso dinero». •

«Tous les hommes et femmes …»
suite de la page 9

Je veux que l'Afghanistan se développe de façon homogène. C'est pourquoi j'essaye de développer cette tribu de montagne, les Tani, en quelque sorte comme exemple pour d'autres régions. Les gens dans d'autres régions peuvent faire de même s'ils veulent. Je travaille dans le territoire de cette tribu – de ma tribu parce que j'y appartiens – pour éviter de futures conflits armés et des guerres civiles.

Existe-t-il une coopération suprarégionale avec d'autres tribus dans d'autres régions qui travaillent pour le même but?
Malheureusement, les gens cultivés, qui osent le risque et travaillent avec des tribus, sont rares. Les tribus entre elles collaborent évidemment. Chaque tribu a ses lois à elle et sa propre *Jirga* (un moyen de former la volonté politique qui a fait ses preuves en Afghanistan). S'il faut prendre une décision importante ou s'il y a un danger extérieur, toutes les tribus se rencontrent dans la Loyal Jirga, une grande assemblée, et délibèrent ensemble. Mais des gens cultivés qui travaillent dans les régions des tribus sont rares. Les membres du gouvernement ont pour la plupart fait leurs études en Europe ou aux USA, ils y ont vécu ou y sont déjà nés. Beaucoup d'entre eux ont deux nationalités. Ils ne comprennent pas beaucoup de l'Afghanistan. Ils restent à Kaboul et sont souvent plus peureux que les étrangers. Ils n'osent pas sortir de Kaboul pour aller à la campagne.

Ce serait naturellement aussi une partie de ma solution, qu'à Kaboul nous ayons un gouvernement qui ne règne pas par envie de l'argent et de la belle vie, mais qui voit son devoir dans le développement de l'Afghanistan et qui serait prêt à collaborer avec la population rurale. Un tel gouvernement serait une solution pour l'Afghanistan.

Est-ce que nous avons bien compris: la plupart des organisations humanitaires ne sont actives qu'à Kaboul?
Oui, l'argent est destiné à l'aide au développement pour le peuple, mais il reste à Kaboul. Quand une organisation a du courage, elle envoie peut-être des représentants dans les villes des provinces. Mais ils ne vont pas à la campagne pour travailler. Ainsi, l'écart entre la ville et la campagne s'agrandit de plus en plus. Et en plus, les étrangers qui vivent à Kaboul veulent de belles maisons avec des toilettes comme en Europe, autrement ils ne peuvent pas y vivre. Le gouvernement, les étrangers et les organisations humanitaires vivent à Kaboul, pour nous, c'est trop cher. Ils ne produisent rien et vivent au frais des Afghans. Le gouvernement existe grâce à l'aide étrangère et ne réfléchit même pas sur le fait que l'Afghanistan pourrait devenir autonome un jour. Même leurs salaires sont financés de l'étranger.

L'éducation, la formation et l'agriculture sont les moyens les plus importants pour la paix et la liberté en Afghanistan.(photo hg)

Le ravitaillement de l'Afghanistan est actuellement dépendant de l'étranger. Au pays même, on produit peu, la plupart des aliments sont importés. Qu'en est-il de la production de biens industriels? On produit quelque chose?
Rien du tout. Actuellement, on a commencé à conserver quelques légumes et fruits. C'est très bien. L'agriculture a été détruite parce que le gouvernement a acheté des céréales aux USA ou au Pakistan et les a distribuées à la population. Les paysans indigènes ne gagnent plus rien, le prix est trop bas. Beaucoup de paysans ne travaillent plus dans l'agriculture. Les salaires des ONG, des organisations humanitaires étrangères ou de l'armée américaine sont tellement élevés qu'ils ne veulent plus être paysans ou instituteurs. Nous n'avons par exemple dans nos écoles plus d'enseignants d'anglais. Ils préfèrent travailler comme gardien, jardinier ou traducteur. Là, ils gagnent cinq fois de plus. Les paysans travaillent pour des sociétés étrangères ou pour l'armée. C'est pourquoi le projet d'agriculture est aussi du travail pour la paix. Si les gens ont assez à manger ils ne deviennent plus soldats. Par conséquent, les Américains ne peuvent plus recruter des soldats en Afghanistan. Aujourd'hui, ils nous achètent parce que nous n'avons rien à manger.

Si les paysans, la population rurale ne vivent plus de l'autosubsistance, de quoi vivent ils alors?
Des militaires, de l'aide étrangère qui est distribuée ou du commerce. Les pays voisins exportent leurs marchandises en Afghanistan. Le Pakistan vend ses marchandises ici à Khost. Sans aide étrangère il n'y a pas de commerce, par manque d'argent. Sans aide étrangère nous

Suite page 11

Freundeskreis Afghanistan Schweiz (Amicale Afghanistan Suisse)

L'Association Amicale Afghanistan Suisse soutient le travail de son membre fondateur Khazan Gul qui vit dans la région de Khost en Afghanistan. C'est une personnalité respectée de la tribu des Tani. Il garantit que les dons sont utilisés selon leur destination. L'association qui siège à Zurich a pour but de favoriser l'éducation ainsi que l'agriculture dans la région de Khost. Cela inclut la construction d'écoles et d'une école agricole, l'enseignement des élèves et la formation d'enseignants et d'agriculteurs.

Si vous voulez soutenir ce travail, vous êtes cordialement invités à devenir membre de l'Association Amicale Afghanistan Suisse.

Freundeskreis Afghanistan Schweiz
(Amicale Afghanistan Suisse)
Case postale 817 • 8044 Zurich
Téléphone +41 44 262 68 16
E-Mail: freundeskreis-afghanistan-schweiz@raerne.ch
www.freundeskreis-afghanistan.ch
Raiffeisenbank Wil und Umgebung
CCP 90-2163-8
IBAN: CH43 8132 0000 0083 8818 9

Irak: «Il faut travailler à faire cesser la guerre et l'occupation»

*Interview avec Mustafa Ali, Irak**

Horizons et débats: Comment se déroule la vie quotidienne en Irak actuellement?
Mustafa Ali: Comme on peut l'apprendre aux informations, c'est très compliqué, la vie est très difficile. Parfois je dis qu'il n'existe pas réellement une vie en Irak. Prenons par exemple une famille: quand elle se réveille le matin, il n'y a pas d'électricité dans la maison, il n'y a pas de gaz pour préparer le petit déjeuner. Les enfants doivent aller à l'école. La mère doit les accompagner et être tout le temps avec eux, car on ne sait jamais ce qui va se passer. Si quelqu'un les enlève, ou bien si quelque chose arrive à l'école, si les Américains effectuent une rafle dans les environs et l'école en fait peut-être partie. Le père doit également sortir. Personne ne sait ce qui lui arrivera en route, peut-être qu'il y aura une explosion ou bien la milice pourrait l'enlever ou les Américains pourraient l'arrêter pour une raison quelconque. Donc, chaque jour l'épouse, le mari, le père, la mère, le fils, la fille se disent tous au revoir mutuellement comme si c'était la dernière fois. Nul ne sait ce qui se passera après. Est-ce qu'ils rentreront tous sains et saufs ou pas? Donc, c'est une partie de la vie. C'est ainsi que la vie quotidienne se déroule depuis 2003, car la première conséquence de l'invasion et de l'occupation, c'est la destruction de la sécurité et de la stabilité du pays. Personne n'est sûr en Irak actuellement. Personne. Les enfants ne sont pas sûrs dans leurs écoles, la mère n'est pas sûre quand elle reste à la maison, quand elle va à son travail ou au marché. Celui qui travaille, quand il va à son bureau, on ne peut pas s'imaginer ce qui pourrait lui arriver …

Des murs transforment des villes entières en prison

Où en est la construction des murs maintenant à Bagdad et à d'autres endroits en Irak?
A côté de toutes les choses effroyables qui se sont passées en Irak dans les quatre dernières années depuis 2003, il y a maintenant cette nouvelle stratégie de construire des murs, qui transforment simplement des villes et des quartiers entiers en prison pour les habitants. D'abord, ils ont mis en pratique cette idée à Falludja (60 km à l'ouest de Bagdad) début 2005 après les combats de novembre 2004. A cette époque, ils avaient décidé que Falludja devait être entourée d'un mur. Chaque habitant de la ville devait recevoir un passeport spécial pour sortir et entrer dans la ville. Alors, ils ont notamment pris les empreintes digitales et une photo des yeux au scanner et ils se sont assurés que chaque personne dans la ville ait un tel passeport.

Les occupants créent des ghettos: le mur à Bagdad. (photo reuters)

Ils fixent également des horaires. Les habitants ne peuvent pas sortir et entrer dans la ville tout le temps. Peut-être ouvrent-ils de 9 h à 17 h et ils ferment de 21 h jusqu'au lendemain à 8 h. Comme nous le racontent des amis, la ville est transformée ainsi en prison pour ses habitants. Cela ne résout pas le problème – l'Amérique pensait qu'elle pourrait limiter les insurrections et la résistance de cette manière. Mais cela continue et chaque jour, nous pouvons entendre aux nouvelles qu'il y a eu des hostilités contre les Américains en ville.

L'autre exemple, c'est Tall Afar, une ville de 150 000 habitants (à environ 300 km au nord de Bagdad dans la province de Nineveh), également cernée par une sorte de mur, parce que Tall Afar était l'une des villes qui résistaient aux Américains. Ils supposent qu'ils pourraient éliminer la résistance avec la construction de ce mur ou barrage ou d'autres mesures semblables. Comme ils disent, ils couperont ainsi la communication entre la résistance et les livraisons d'armes et tout le reste. Mais il semble qu'ils font fausse route. Au contraire: cela a ravivé le sentiment anti-américain de l'ensemble de la population et renforce la résistance contre les occupants et leur régime.

Conséquences effroyables pour la population civile

D'autre part, cela a des conséquences très négatives pour la population civile, pour les enfants, pour les femmes, pour les malades parce que cela réduit leur liberté de mouvement. Ils ne peuvent pas sortir, ils ne peuvent pas rendre visite à leur famille, ils ne peuvent pas aller à l'hôpital. Cela a des conséquences effroyables pour la population.

> Mais le soutien principal que vous pouvez apporter, c'est de travailler à faire cesser la guerre et l'occupation.

Et comment est la situation à Bagdad?
Maintenant, ils pratiquent la même chose à Bagdad. Bagdad est une ville immense avec plus de cinq millions d'habitants. Ils programment de cerner au moins dix quartiers de Bagdad avec un mur. Ils ont déjà emmuré au moins quatre quartiers: nous avons déjà un mur à Gazaliya, un quartier de 15 000 habitants et ils ont cerné Al-Ahmiriya, un quartier d'environ 20 000 habitants. Actuellement, ils sont en train de construire un mur autour de Al-Adhamiya et ses 150 000 habitants.

Ils encerclent ces territoires avec un mur. Cela a des conséquences très graves pour les habitants – ils leur coupent le contact avec leurs parents vivant dans d'autres quartiers, ils les empêchent de se voir, car ils ont leur famille dans d'autres quartiers de la ville. Leur travail et leurs universités ne se trouvent également pas dans le même quartier. Cela va devenir très dur pour la population. Mais cela ne va pas mener les Américains à leur but. Cela va attiser la volonté de toute la population à la résistance qui va croître. Je pense que nous aurons de plus en plus de personnes qui résisteront aux Américains.

La seule solution est de cesser la guerre

Comment pouvons-nous, Européens, aider les concitoyens irakiens dans cette situation? Que pouvons-nous faire?
Tous les Irakiens, vraiment tous ont besoin de l'aide des Européens et d'autres pays. Mais ici particulièrement les pays européens peuvent apporter une grande contribution. Il y a quelques situations urgentes où ils peuvent aider. Mais le soutien principal qu'ils peuvent apporter c'est de travailler à faire cesser la guerre et l'occupation. Car la guerre est la cause principale de toutes ces conséquences. Elle est la raison majeure de toutes les souffrances des Irakiens pendant les quatre dernières années.

Les Européens peuvent jouer un rôle important, parce qu'ils ont de bonnes relations avec les Américains et ils ont du poids aux Nations unies et dans d'autres institutions internationales. Une chose est claire pour chacun en Irak, c'est que l'occupation américaine détruit tout. Il n'y a aucun signe positif du côté des occupants durant les quatre dernières années.

Au contraire: la situation empire, donc, la seule solution à tous les problèmes et à la souffrance de la population irakienne, c'est d'arrêter la guerre et de retirer les troupes d'occupation. C'est à ce moment-là seulement qu'on peut voir quelle aide on peut apporter réellement à l'Irak. D'abord, on doit naturellement reconstruire le pays. Pendant la guerre, aucun plan de reconstruction ne pouvait être réalisé. Donc, cela ne sera possible que lorsque les troupes se seront retirées. Alors, on pourra rétablir le système sanitaire et scolaire et tout ce qui a été détruit pendant les quatre dernières années. On devrait s'occuper d'urgence de la crise et de la tragédie des réfugiés irakiens qui se trouvent en Syrie, en Jordanie et dans d'autres pays. On devrait essayer de les secourir le plus possible. Cependant, on doit également travailler en vue de créer des conditions à l'intérieur de l'Irak pour le retour dans le propre pays, car ce n'est pas une solution de définir des conditions à l'extérieur de l'Irak si tous les Irakiens doivent quitter leur pays. Ils doivent de toutes leurs forces clarifier les conditions à l'intérieur de l'Irak, afin qu'on puisse soutenir les réfugiés, pour qu'ils puissent revenir dans leur pays. Il faut contribuer d'urgence à rétablir le système sanitaire, en essayant d'améliorer la capacité des hôpitaux afin d'aider les Irakiens en Irak.

Les attaques contre les hôpitaux doivent être stoppées

Mais avant tout, il est impératif de parler avec les Américains et les empêcher d'attaquer les hôpitaux – cela devient de plus en plus une pratique quotidienne. Récemment, ils ont attaqué l'hôpital à Al-Adhamiya, un hôpital ordinaire. Il existe un appel des médecins de cet hôpital. Ils disent qu'ils ne peuvent pas traiter les patients, les Américains cernent l'hôpital, ils l'ont occupé, ils ont frappé quelques médecins qui y travaillent. Comme je l'ai appris, ils ont arrêté 13 personnes de cet hôpital. Maintenant, de telles scènes ont lieu partout. En 2004, à Falludja, ils ont également détruit l'hôpital ainsi que trois autres cliniques. La même chose s'est déroulée à Tall Afar, à Al-Qaem, à Haditha, à Al Ramadi, tous ces centres de santé ont été détruits par les Américains. Ainsi, les Irakiens ont besoin d'urgence du soutien des Européens en ce qui concerne la situation sanitaire. Mais tout d'abord, ceux-ci doivent stopper les Américains dans leurs attaques contre les hôpitaux, et naturellement exiger d'eux qu'ils quittent le pays. C'est la meilleure solution. Finissons-en avec l'occupation. C'est la seule solution au problème.

Des milliards de dollars disparaissent tout simplement

Chaque mois, il y a une nouvelle conférence sur l'Irak. Il y a deux semaines, il s'en est tenu encore une. C'était peut-être la 18e ou la 19e à Charm el-Cheikh en Egypte, à laquelle 60 pays ont participé; toutes ces conférences n'ont servi à rien. La situation se détériore toujours plus, elle est pire qu'auparavant. Si on compare la situation actuelle avec la situation lors de la première conférence il y a trois ans, à cette époque elle était meilleure qu'aujourd'hui. Donc il n'y a pas vraiment de résultat suite à toutes ces conférences. Quelques-unes de ces conférences qui se nomment par exemple «reconstruction de l'Irak» se terminent seulement par le fait que de l'argent supplémentaire est versé à quelques-unes des rares entreprises. Ils le répartissent entre celles-ci sans que cela serve vraiment à la reconstruction de l'Irak. Avec ce qu'ils ont, ils construisent seulement des murs, des prisons immenses etc. Nous n'avons pas une seule école, pas un seul hôpital, pas une seule clinique qui auraient été reconstruits pendant les quatre ans d'occupation. En même temps, des milliards de dollars sont dépensés – personne ne peut dire où ils sont passés. Ils disent peut-être que nous pourrions utiliser l'argent ici où là , mais à cause du problème de la sécurité, nous devons le distribuer de nouveau aux forces de sécurité. La plupart de l'argent va aux entreprises de sécurité qui sont liées à l'armée qui a des relations avec le gouvernement des USA. Celui-ci est en contact avec quelques-unes de ces entreprises qui – de leur côté – sont liées avec le gouvernement fantoche de l'Irak. Rien de cet argent n'a été dépensé pour aider le peuple irakien, pas un sou de ces milliards de dollars. Aussi longtemps que nous aurons l'occupation, aussi longtemps que nous aurons ces marionnettes, qui sont venues avec l'occupation, il n'y aura pas d'espoir pour l'Irak, jamais. C'est pourquoi la guerre doit cesser et l'occupation finir.

Merci beaucoup pour l'interview. •

* Mustafa Ali vient de Falludja en Irak

«Tous les hommes et femmes …»
suite de la page 10

ne pouvons momentanément pas survivre du tout. Et tant que nous dépendons de l'aide étrangère, notre pays n'est pas libre.

Le pays devrait donc produire lui-même des aliments et de la marchandise?
Oui. Si nous avons un bon gouvernement nous pouvons, dans un an, employer tous les Afghans. Nous avons assez de terres en friche qui appartiennent au gouvernement. Nous pouvons les distribuer aux paysans qui ont grande envie d'avoir de la propriété privée. Nous pouvons donner à chacun deux à trois hectares de terrain. C'est ainsi que le gouvernement en profiterait également, car dans notre Islam existe la loi qu'un dixième doit être payé au gouvernement. Si chaque paysan paye la dîme, notre gouvernement sera riche, alors nous n'aurons plus besoin d'aide étrangère. Le gouvernement peut tout faire avec cette dîme et faire travailler le peuple. Si quelqu'un a du travail, il ne pense plus à la guerre. Alors nous n'aurons plus de guerre mais la sécurité.

Le problème est qu'en Afghanistan on n'ose pas dire que nous avons un mauvais gouvernement. Celui qui critique le gouvernement, est contre les USA, contre l'Europe. Alors tu es pris pour un Taliban ou un membre d'al-Qaida. Tu peux être arrêté et peut-être déporté à Guantanamo. C'est une terrible situation en Afghanistan. Il faut subir, subir, subir. Cela ne va pas. Beaucoup sont malades à cause de cette pression. Cette pression est intérieure. On sait ce qui ne va pas, mais on n'ose rien dire. C'est affreux.

Vous avez passé quelque temps en Suisse – comment votre séjour s'est-il passé?
J'ai fait des visites dans beaucoup d'écoles, et j'ai donné plus de 53 conférences, parfois j'ai même visité deux ou trois écoles par jour. J'étais tout le temps en route avec mes amis suisses. J'ai tout raconté de mes projets et mes problèmes en Afghanistan et j'ai trouvé beaucoup d'amis. A chaque conférence j'ai dit aux élèves que j'avais beaucoup d'amis de par le monde que je ne connaissais pas encore. Je les cherche et je suis ici pour les connaître. Les hommes et les femmes qui veulent un monde sans guerres, ce sont tous mes amis. Et j'ai demandé à la fin: Est-ce que vous voulez également un monde sans guerre? Ils ont répondu: Oui, naturellement, nous voulons un monde sans guerre! Je leur ai dit: Dans ce cas-là nous sommes amis!

Mais un monde sans guerre demande du travail. Il ne faut pas dormir et rêver à la maison d'un monde sans guerre. Pour cela nous devons travailler et forcer les gens qui font la guerre à arrêter les guerres. Tous ont promis de faire quelque chose contre la guerre. Je me sens plein de succès et je suis très heureux d'avoir trouvé ici autant d'amis et je continuerai tant que je suis en vie.

Nous vous remercions de nous avoir accordé du temps avant votre départ. •

L'autre Afrique se construit dans les quartiers

L'émancipation du continent se fait par le renforcement de la société civile

*Une interview d'Aminata Traoré, Mali**

Pour échapper à la pauvreté, les Africains doivent retrouver leur créativité et refuser l'ordre dominant du Nord, estime Aminata Traoré. L'émancipation du continent passe par l'éveil des consciences et le renforcement de la société civile. L'altermondialiste malienne concrétise sur le terrain sa vision d'une «autre Afrique».

«Un seul monde»: Dans le quartier de Missira, à Bamako, vous avez réalisé un projet d'aménagement qui passe pour un modèle de développement local. Les habitants se sont mobilisés pour paver les rues, fermer les caniveaux et réhabiliter le marché, en utilisant des matériaux locaux. Ils ont créé des espaces verts et des places de jeux. Comment expliquez vous le succès de cette initiative?

Aminata Traoré: Ce projet est baptisé «Le soi, les voisins, le quartier». Il répond à un besoin profond, mais rarement extériorisé, de reconstruire notre être de citoyens maliens et africains, souvent éclaté entre deux cultures et deux mondes. J'ai l'intime conviction qu'en nous réconciliant avec nous-mêmes, et les uns avec les autres, nous pouvons prendre soin de notre environnement immédiat: le quartier. En construisant ma maison dans ce quartier défavorisé et en aménageant ma rue, à mes frais, j'ai éprouvé le sentiment de m'accomplir et de me rapprocher de mes voisins. Ces derniers ont alors sollicité mon aide pour améliorer les autres rues. La principale force de l'initiative découle de cette demande des populations, qui est le levier indispensable à leur participation. Sa deuxième force réside dans la création d'emplois temporaires, notamment pour les jeunes, qui a permis d'injecter une bonne partie du financement dans les ménages, souvent démunis, du quartier. Les jeunes gens posaient les pierres, tandis que les jeunes filles, munies de truelles, remplissaient les joints avec du ciment. Elles se chargeaient également d'arroser les plantes, ainsi que les rues pour les solidifier après la pose des pavés.

«Une autre Afrique est possible», tel est le credo du Forum social africain. (photo reuters)

Cette expérience novatrice a-t-elle engendré des dynamiques de changement à une plus grande échelle ou influé sur les politiques nationales de développement?

L'initiative de Missira a fait tâche d'huile dans d'autres quartiers de la ville. Séduits par son impact, des hommes et des femmes se sont mobilisés, ils ont créé leurs propres associations et rejoint la nôtre. Ensemble, nous avons formé la Fédération des associations maliennes pour l'assainissement et la protection de l'environnement. La coopération luxembourgeoise, notre principal partenaire extérieur, vient de mobiliser des moyens qui permettront, dans les mois à venir, de quadrupler la superficie assainie. Malheureusement, je n'ai pas enregistré la même sollicitude du côté des pouvoirs publics. S'il en est ainsi, c'est parce que nos politiques de développement urbain portent l'empreinte de la Banque mondiale, dont les programmes d'ajustement structurel ont considérablement nui à nos villes: suppression d'emplois, désengagement de l'Etat, privatisation des services publics, etc.

Le Mali compte aujourd'hui quelque 4000 associations et organisations non gouvernementales. Compte tenu de sa dispersion, la société civile est-elle en mesure de s'impliquer dans la gestion des affaires publiques?

Les associations continuent à proliférer, mais leur nombre importe peu. Le problème, c'est qu'elles manquent de vision, de conviction. Rares sont celles qui peuvent analyser les enjeux et proposer des alternatives. Une société civile digne de ce nom a le devoir d'être critique. Or, au Mali comme dans les autres pays africains, elle est souvent instrumentalisée par l'Etat, les parties politiques ou les donateurs. A l'instar des pouvoirs publics, la société civile est piégée par le besoin de financement extérieur. Les bailleurs de fonds ont encouragé son émergence, car ils veulent avoir l'assurance qu'un contrôle s'exerce sur le pouvoir local. Les Maliens ont bien compris cette démarche et créé une pléthore d'associations. Pour être sûres d'obtenir des financements, ces dernières conçoivent des activités susceptibles de plaire aux donateurs, mais qui ne reflètent pas nécessairement la demande de la population.

Estimez-vous que les donateurs devraient revoir certaines stratégies pour mieux répondre aux besoins de la population?

Les initiatives identifiées par ou avec les populations mériteraient d'être plus soutenues qu'elles ne le sont à l'heure actuelle. D'autre part, les bailleurs de fonds feraient bien d'analyser objectivement l'impact de leur soutien massif à la décentralisation, par exemple. Contrairement aux apparences, ce processus profite surtout aux élus locaux, qui veulent capter les fonds destinés aux populations.

«Une autre Afrique est possible», tel est votre credo et celui du Forum social africain. A quoi ressemble-t-elle?

Cette autre Afrique est souveraine, libérée du fardeau de la dette extérieure; elle ne se plie plus au diktat des nations riches et des institutions internationales de financement. Ses populations partagent la même vision des alternatives au modèle unipolaire. Elle est aux antipodes de l'Afrique actuelle: pillée, surendettée, téléguidée, scindée par des acteurs politiques et institutionnels qui ne rendent pas de comptes aux peuples.

On pourrait ajouter à ce sombre tableau la corruption et la mauvaise gouvernance. Quelle part de responsabilité leur imputez-vous?

La corruption, qui entache tant l'image de notre continent, n'est pas une spécificité africaine. C'est une dimension intrinsèque du capitalisme mondialisé qui sous-entend que tout est monnayable. Il y aurait moins d'impunité, donc de corruption, si les changements en cours émanaient de nous et autorisaient le contrôle citoyen. Pour l'heure, ce n'est pas le cas. Le financement par la communauté internationale des politiques néo-libérales, non concertées et contraires aux intérêts des Africains, est la première forme de corruption à combattre. Il y a incitation des élus à la trahison et à la corruption financière, dans la mesure où l'avis des bailleurs de fonds importe plus que celui des populations. Du reste, celles-ci n'ont pas les moyens de contrôler la mise en œuvre de décisions macroéconomiques qui viennent d'ailleurs. L'Afrique souffre également de l'aliénation de ses élites, qui sont vulnérables et soumises. L'articulation de la culture et de l'économie, qui nous aurait permis de juguler la pauvreté, en est compromise.

Quel rôle doit jouer la culture dans l'émancipation de l'Afrique que vous préconisez?

La pensée unique, qui caractérise l'ordre économique dominant, va de pair avec déculturation et déshumanisation. L'Afrique doit avoir la volonté politique de puiser dans son propre patrimoine pour se réconcilier avec elle-même. La reconstruction personnelle et celle du lien social – à l'image de ce qui a été fait à Missira – est une exigence éminemment culturelle qui rime avec liberté et créativité politique. Chaque peuple devrait pouvoir questionner sa culture et ses repères, puis décider librement de les assumer, de les améliorer ou de les rejeter. Je souhaite que nous menions un débat de fond sur ce qui nous aliène et nous appauvrit. Au point où nous en sommes, il s'agit de sauver l'homme et son âme, face à l'argent roi.

Entretien avec *Jane-Lise Schneeberger.*

Source: Interview parue dans le nº 2/2007 d'*Un seul monde*, le magazine de la Direction du développement et de la coopération (DDC).

***

hd. Lorsqu'Aminata Traoré dit que «la pensée unique, qui caractérise l'ordre économique dominant, va de pair avec déculturation et déshumanisation» et qu'«au point où nous en sommes, il s'agit de sauver l'homme et son âme, face à l'argent roi», nous avons de bonnes raisons d'interpréter son message non seulement comme condition de l'émancipation de l'Afrique mais de remettre en question notre propre situation. Effectivement, nous, la soi-disant élite cultivée du monde occidental, avons donné naissance à l'idéologie néo-libérale de l'argent et avons tout fait au moyen de la mondialisation pour l'imposer au monde entier si nécessaire par la force. Cependant, le «capitalisme mondialisé» a laissé de profondes traces également chez nous. Nous avons de bonnes raisons de diriger notre regard vers les dévastations sur le plan psychique et social de notre société et de réfléchir sur notre propre émancipation par rapport aux institutions économiques et financières internationales. Le plus tôt sera le mieux. L'Afrique nous montre comment. Notre émancipation aussi résultera d'une prise de conscience et du renforcement de la société civile. •

* *Aminata Dramane Traoré,* née en 1947 à Bamako, a obtenu un doctorat en psychologie sociale à Paris. Après avoir fait de la recherché à l'Université d'Abidjan, elle a dirigé un projet régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur la promotion des femmes dans la gestion de l'eau et de l'assainissement. De 1997 à 2000, elle a été ministre de la culture et du tourisme du Mali. Membre fondatrice du Forum social africain, elle a également mis sur pied le Forum pour l'autre Mali, un espace de débat public sur la mondialisation. A Bamako, Aminata Traoré a créé un complexe culturel qui abrite un centre de recherche-action, un restaurant-galerie et une auberge. Elle a publié trois ouvrages de plaidoyer en faveur de l'Afrique: *L'Etau* (1999), *Le Viol de l'imaginaire* (2002) et *Lettre au président des Français à propos de la Côte d'Ivoire et de l'Afrique* (2005).

Groupe de travail européen

Mut zur Ethik

XVe Congrès «Mut zur Ethik»

Peuples et cultures: se respecter mutuellement, s'entraider et apprendre les uns des autres

31 août au 2 septembre 2007
Feldkirch, Autriche

Inscriptions, contact et informations:
Bureau du congrès «Mut zur Ethik»,
Case postale 756, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 79 400 51 57;
E-Mail: *mze@cyberlink.ch*

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* nº _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: _____

Rue / Nº: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich